

 **Dialogue** 

Organe de 'Dialogue des Peuples'

Le mardi 13 juin 2017



RDC : Violences au Kasai

Kamwina Nsapu

La Mort d'un Chef

Pour l'essentiel, ce dossier reproduit un dossier documentaire publié sous le même titre par RFI

Auteur : Sonia Rolley, RFI

Journaliste multimédia : Latifa Mouaoued, RFI

Rédaction en chef Afrique : Laurent Correau,
Christophe Boisbouvier RFI

Adjoint à la directrice de RFI service Afrique, Yves
Rocle

Adjoint à la directrice de RFI, Nouveaux Medias:
Christophe Champin

Journaliste, responsable service vidéo RFI : Ariane
Poissonnier

Conception, graphisme et développement : Studio
Graphique - France Médias Monde

Photos : DR





C'est l'histoire d'une étincelle qui devient incendie. Le 12 août 2016, Jean-Prince Mpandi, le 6e « Kamuina Nsapu » du nom, chef coutumier des Bajila Kasanga, est tué dans l'assaut de sa maison, dans la province du Kasai-Central. Tous les regards sont tournés alors vers un autre Kasaien, Étienne Tshisekedi, l'opposant historique de retour au pays après deux années d'exil. À quelques mois de la fin du mandat de Joseph Kabila, l'un choisit l'insurrection, l'autre le dialogue. Dix mois plus tard, on dénombre des centaines de morts, peut-être des milliers, mais aussi des milliers d'enfants enrôlés, plus d'un million de déplacés et au moins quarante-deux fosses communes.

Comme Étienne Tshisekedi, Jean-Prince Mpandi est un enfant du Kasai-Central, l'une des provinces les plus pauvres de l'espace du Grand Kasai. Jusque-là, un havre de paix : d'imposantes paroisses tous les vingt kilomètres et des villages alentours qui portent le nom des chefs qui les administrent. Trop peu de routes et de ponts construits du temps des missionnaires et pas grand-chose depuis leur départ. La voie de chemin de fer, qui fonctionne toujours, zigzague au milieu des rivières et des champs.

Son Kasai natal, le vieil opposant Tshisekedi l'a déserté depuis longtemps et mène son combat à Kinshasa. Mais dans le Grand-Kasai, il n'y a plus que trois pouvoirs qui comptent : l'État, qui est honni pour beaucoup, l'Église catholique, qui perd du terrain, et les chefferies coutumières. Depuis 2015, une nouvelle loi portant statut des chefs coutumiers est entrée en vigueur. Elle prévoit la rémunération des chefs et la publication d'un arrêté de reconnaissance du statut de chaque chef. Le régime de Joseph Kabila est accusé d'avoir utilisé cette nouvelle loi à des fins politiques pour asseoir son contrôle sur cette terre d'opposition. Depuis la colonisation, aucun régime - ni celui de Mobutu, ni celui de Laurent-Désiré Kabila - n'avait touché au pouvoir coutumier dans l'espace du Grand Kasai. On raconte que le président Mobutu allait lui-même au-devant des chefs coutumiers les plus importants, chez eux, à la cour royale, pour les saluer.

Le système « Kamuina Nsapu »

- **« Kamuina Nsapu », le nom du pouvoir**

« *Kamwèna nsàpù* », c'est le nom d'un village et d'une lignée royale, comme souvent dans l'espace Kasai. Le pouvoir se transmet de père en fils, mais aussi de frère en frère, d'oncle paternel à neveu ou entre cousins, créant une base de plus en plus large de prétendants au trône et des conflits potentiels. La désignation du chef doit se faire par consensus au sein de la cour royale qui regroupe les chefs des familles membres de la lignée du chef.

Kamuina Nsapu est le chef coutumier de l'ethnie des Bajila Kasanga que l'on retrouve dans le territoire de Dibaya, mais aussi près de Tshikapa, dans la nouvelle province du Kasai. Les Bajila Kasanga ne parlent que le « *cilubà* ». Toute autre langue, et en particulier le Lingala, est considérée comme la langue des « *tunguluba* », les petits cochons. Les rwandophones et les swahiliphones, même congolais, sont particulièrement détestés, car assimilés à l'État, jugé répressif, et aux forces de sécurité. C'est l'un des espaces coutumiers les plus homogènes : une ethnie, une langue, un chef.

Kamuina Nsapu dépend d'une chefferie coutumière plus importante, celle des Bashinlange, que l'on retrouve essentiellement dans les territoires de Kazumba, Luebo et à Tshikapa. Le roi des Bashinlange a confié à Kamuina Nsapu le « *Nkuembe* », un totem qui est censé être la source de son pouvoir mystique. Quand la cour de Kamuina Nsapu a été attaquée et que les fétiches ont disparu, c'est tout l'espace Bashinlange qui a été ébranlé.

- **La « Tshiota », le feu sacré**

La « *cyôta* », c'est le nom donné par les lubaphones au foyer, un feu permanent ou temporaire, chez le chef coutumier. C'est le canal privilégié pour parler avec les ancêtres, un lieu de rencontre où l'on parle de tous les problèmes importants liés à la survie de l'aire coutumière.

C'est une tradition que l'on retrouve sur l'ensemble de l'espace Kasai, parfois tombée en désuétude. Mais avec l'insurrection lancée par Kamuina Nsapu, cette coutume, comme beaucoup d'autres, a été ravivée.

La Tshiota, chez les Kamuina Nsapu, est surtout un centre d'initiation. Dans le cas du conflit actuel, il faut passer par une Tshiota pour devenir un milicien à part entière, en prenant un « baptême » particulier. Face à la répression, les féticheurs de Kamuina Nsapu ont créé des Tshiota au-delà de son groupement. L'une des premières et des plus actives est Ngombe, située à une vingtaine de kilomètres de Bunkonde. C'est non loin de là que les corps des deux experts de l'Onu ont été retrouvés, le 27 mars 2017.

- **Le « Baptême », la potion d'invincibilité et d'invulnérabilité**

Le « baptême », au sein de Kamuina Nsapu, c'est une potion censée rendre invincible celui qui la boit. Prendre le baptême est l'une des étapes essentielles du processus d'initiation. Personne ne sait ce que contient le baptême de Kamuina Nsapu. Cela peut représenter un risque sanitaire, les enfants de moins de 14 ans étant baptisés comme les adultes.

Jean-Prince Mpandi, qui est à l'origine de l'insurrection, était connu comme un médecin traditionnel. En devenant le 6e Kamuina Nsapu, il s'est retrouvé en possession du « *Nkuembe* », un pouvoir mystique, ce qui a accru sa réputation.

L'espace Kasai est chrétien et surtout catholique. Chaque groupement a sa paroisse et son école, souvent tenues par des prêtres. Il n'est pas rare de voir mêler religion et croyance traditionnelle. Mais le système de croyances des Kamuina Nsapu s'est construit contre l'Église.

- **Les attaques « mystiques »**

Pour les Kamuina Nsapu, les attaques sont « mystiques ». Elles ont un objet non seulement tactique, mais aussi métaphysique. La plupart se déroulent les jeudis et vendredis en commémoration de la trahison et de la mort de leur chef Jean-Pierre Mpandi, les jeudi 11 et vendredi 12 août 2016.

Les Kamuina Nsapu pensent que le baptême les rend invincibles et montent à l'assaut des positions des forces de sécurité congolaises avec, pour la plupart, des armes « mystiques », c'est-à-dire des armes en bois ou des balais. Ils attaquent en chantant.

La croyance en cette potion explique sans doute la lourdeur des bilans des victimes. Mais au fil des mois, certains chefs l'ont remise en cause, notamment dans le territoire de Dibaya, là où l'on dénombre le plus de victimes. D'autres conservent les rites et leurs milices, mais renoncent aux attaques « mystiques ».

- **Les éléments « Kamuina Nsapu »**

Les adeptes de Kamuina Nsapu sont pour la plupart des jeunes, souvent mineurs. Selon des spécialistes du domaine de l'enfance, au début de l'insurrection, la plupart avaient même moins de 14 ans, ce qui explique les images que l'on trouve sur les vidéos tournées par des militaires dans le territoire de Dibaya, là où est partie l'insurrection : des corps de très jeunes enfants munis d'armes en bois.

Parmi les Kamuina Nsapu, on retrouve toutes les couches sociales. Au-delà des chefs coutumiers, les chefs de localité, les enseignants et les infirmiers jouent un rôle prédominant. On peut y retrouver également des policiers et des militaires kasaiens.

Les personnages-clefs sont les féticheurs, les « gardiens de la coutume ». Au sein de la cour royale Kamuina Nsapu, André Kabumbu, dit « Kadhafi », et François Muamba, tous deux parents éloignés, sont les plus connus. Mais chaque Tshiota a son féticheur, comme chaque groupe de miliciens a son chef. Les féticheurs organisent les rites d'initiation et préparent le baptême.

Ceci qui explique aussi le caractère déstructuré de l'insurrection. Chaque Tshiota peut engendrer plusieurs groupes de miliciens qui, depuis la mort de Jean-Prince Mpandi, ne répondent plus à un seul chef. La famille royale de Kamuina Nsapu conserve de l'influence, notamment dans le territoire de Dibaya.

- **Les « ennemis » et les « traîtres »**

Les Kamuina Nsapu s'attaquent avant tout aux symboles de l'État qui représente, de leur point de vue, un régime répressif et usurpateur. C'est l'État des « étrangers », au sens de ceux qui parlent une autre langue, et qu'il faut chasser de la terre sacrée. Leurs cibles privilégiées sont donc les forces de sécurité, l'armée, la police, l'Agence nationale de renseignements (ANR) et la Direction générale des migrations (DGM). La Commission électorale est également visée car elle est accusée d'avoir manipulé le processus électoral.

- Les « ennemis » peuvent être décapités après avoir été publiquement accusés. Il faut une parole « justificatrice ».

Les traîtres sont les Kasaïens, chefs coutumiers, ou les autorités locales qui refusent de rejoindre les Kamuina Nsapu ou prennent le parti de l'État. Les conflits coutumiers expliquent largement la propagation de l'insurrection. Plus d'une centaine de chefs ont accusés le pouvoir politico-administratif de s'ingérer dans les affaires coutumières en créant des doublons ou de nouvelles chefferies. L'ex-vice-Premier ministre de l'Intérieur, Évariste Boshab, a même été accusé par certains d'avoir empoisonné trois des plus importants chefs coutumiers, le 5e Kamuina Nsapu, le roi des Kuba et le roi des Bashilange.

- Les « traîtres » sont souvent les premières cibles. Ils peuvent être également décapités. Il faut là aussi une parole « justificatrice ».

Les écoles et l'Église catholique sont particulièrement visées. Les jeunes miliciens l'expliquent souvent par le fait qu'eux-mêmes ne peuvent pas étudier. C'est la génération de l'école payante. Depuis 1984, l'État paie peu, ou ne paie plus les enseignants, obligeant les parents à déboursier des frais scolaires exorbitants au vu de leur niveau de vie. L'Église catholique, qui gère la moitié des écoles du pays, se retrouve accusée de « racket ». Du point de vue des miliciens, l'Église catholique est celle qui a permis de maintenir le président Joseph Kabila au pouvoir, en facilitant un dialogue à la fin de son deuxième et dernier mandat.

- Les églises et les écoles peuvent être pillées ou même incendiées, leurs personnels violentés, même s'ils sont rarement tués.

© Sonia Rolley

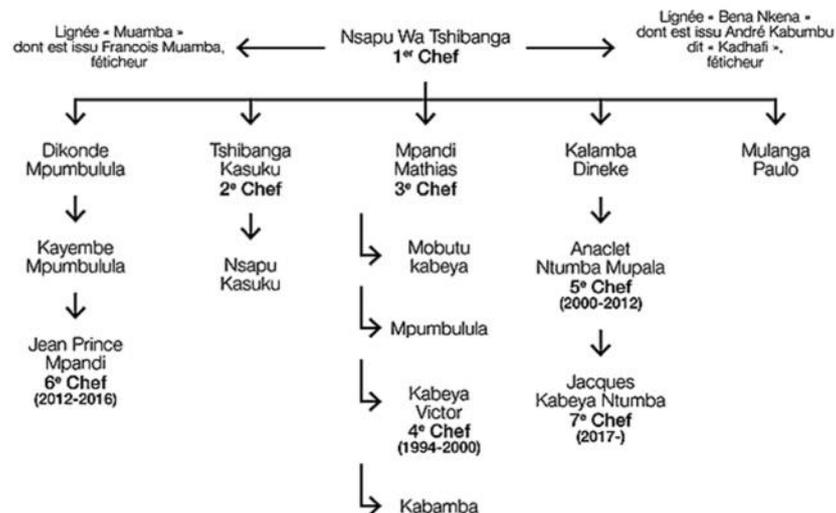


Mais depuis, plusieurs crises économiques se sont succédées. La dernière, celle qui frappe aujourd'hui la RDC, rappelle aux Congolais – peut-être à tort – le début des années 90 et la fin du régime Mobutu : effondrement de la monnaie nationale, raréfaction des devises, hausse des prix et chômage endémique. L'économie du Grand Kasai sombre au même rythme que la MIBA, la Société minière du Bakwanga, jadis l'une des plus florissantes entreprises du pays, qui est en train d'épuiser le filon diamantifère de Mbuji Mayi et qui croule aujourd'hui sous 200 millions de dollars de dettes.

KAMUINA NSAPU, LES PREMIERS MOTIFS DE DISCORDE AVEC LE POUVOIR

Comme leurs sujets, les chefs coutumiers sont paupérisés. Certains, accusés d'être achetés par le régime en place, obtiennent la reconnaissance de leur statut sans difficulté. Mais d'autres, comme Kamuina Nsapu, doivent passer des heures sous un arbre devant le gouvernorat. Jean-Prince Mpandi patiente, selon ses proches, mais n'obtient rien.

FAMILLE ROYALE KAMUINA NSAPU



Crédits : Sonia Rolley, RFI, avec la collaboration d'Anaclet Tshimbalanga, expert en médiation coutumière.

C'est fin 2012 que Jean-Prince Mpandi devient le 6e « Kamuina Nsapu », c'est-à-dire l'un des principaux chefs coutumiers du territoire de Dibaya, dans le futur Kasai-Central. Il a 46 ans. Son prédécesseur, Anaclet Kabeya Mupala, était un colonel des Forces armées zaïroises (FAZ), l'armée de l'ancien régime. Il est mort quelques mois plus tôt dans des circonstances que ses proches ont toujours trouvées suspectes. Évariste Boshab, lui aussi kasaien, est à l'époque président de l'Assemblée nationale.

« Kamuina Nsapu Ntumba, à qui moi j'ai succédé, est mort dans les circonstances de préparatifs d'une rencontre avec Boshab. (...) Au nom de la tradition, je ne peux même pas causer au téléphone avec Boshab, puisqu'il est complice de la mort de Kamuina Nsapu Ntumba », explique Jean-Prince Mpandi

Première conversation du chef Kamuina Nsapu le 11 août 2016 avec une délégation de députés

1s	honorable	Représentant wa mbùlâmâtadi, kùdì ...ku misokù yètù, ùdi Chef coutumier. Wêwa udi Grand chef coutumier. Tàngila bantu bûngi bûdi nààbù. Eelà meeji mbîmpà mfùmù bwà nè tupetèku voie de sortie kampàndà, bwà tûmonà twètù byètù, tûmvwà majinga èbà àdi cinganyì, bwà tûmonà mwà kukwakwila tûlongololà bwalu abu. Bantu bàsòmbè nè ditalala mfùmù. Lekèla kukolesha moyi bwà nè ùtungulukà àmu mu affrontement awu. Kêna nè solution mîmpà bwà populations idì mitùsungùla nànsha. Ki bwalu kaayi tudi bumbûke twètù. Katwèna mwà kusupporter bwà nè wêwa ùpètà njiwù anyi population àpètà njiwù bwalu kanwèna bapètà kumvwangana mwaba awu to.	vous êtes un représentant de l'Etat dans nos villages où vous rénez comme chef coutumier. Vous vous êtes grand chef. Vous voyez quelle grande population vous avez chez-vous. Réfléchissez bien pour que nous trouvions une voie de sortie afin de nous permettre de comprendre vos doléances afin de plaider votre cause pour que réparation vous soit accordée. Que la population vive en paix. N'endurcissez pas votre cœur pour continuer ce bras de fer là. Il ne débouchera pas sur une issue heureuse pour nos électeurs. C'est pourquoi nous nous sommes déplacés. Nous ne pouvons supporter que vous arrive un malheur ou qu'il arrive à notre population un malheur à cause de cette impasse.
46s	K.N.	Mêma ndi ngamba eci. Ndi mumanyà nè udi muntèlèja bîmpà.	Voici mon point de vue. J'espère que vous m'entendez bien
49s	honorable	Ndi mukutèlèja, mfùmù.	Oui, je vous entends
51s	K.N.	Kamwèna Nsapu Ntumba udi mushila même bukallenge ùtu mufwà mu circonstances yà ùlongolola bwà kumòngana nè Boshab. Nè Boshab, m̀muntu wa ndekeelu udi mumanyà lufù lwà Kamwena NSapu Ntumba. Mu kaabukùlù, ncyèna mwà kuyukila nè Boshab nànsha ku téléphone, bwalu lufù lwà Kamwena Nsapu Ntumba ûndi même mu remplacer m̀mulùmanyè. Ni kêna mwà kuntùmina ultimatum wa nè avant dix-sept heures	Kamwèna Nsapu Ntumba à qui moi j'ai succédé est mort dans les circonstances de préparatifs d'une rencontre avec Boshab. Boshab est la dernière personne qui connaisse de quoi Kamwèna Nsapu Ntumba est mort. Au nom de la tradition, je ne peux même pas causer au téléphone avec Boshab puisqu'il est complice de la mort de Kamwèna Nsapu Ntumba auquel moi j'ai succédé. Et il ne peut aucunement me

		qu'il se rende. Ncyêna étranger to, ndi mwena ditùnga edi ; ndi mwena buloba ebu. Ncyêna mwà kuintiider muntu nànsha umwa to, nè cyà kwitaba bwà nì muntu nànsha umwe to àngintimider to. Donc, ncyà kucéder nànsha kakese bwà sè même ndwa kudirendre avant dix-sept heures ; non. Aci ngintimidation wëndà. Je suis prêt bwà kufwà que ndirendre mu (honorable lui coupe la parole) bwà luumù lùmuyilà.	lancer l'ultimatum selon lequel j'ai dix-sept heures pour me rendre. Je ne suis pas un étranger, je suis fils de ce pays, je suis maître de cette terre. Je n'ai pas le droit d'intimider quiconque, et je ne ferai intimider par personne. Donc, je ne céderai jamais à cet ordre de me rendre avant dix-sept heures, non. Là, il use contre moi de l'intimidation. Je suis prêt à mourir au lieu de me rendre (honorable lui coupe la parole). Ainsi il tirera sa gloire du fait de m'avoir tué.
1min	Honorable	Mfùmù, twêtu tudi bânà bèèbè	Chef, nous sommes tes enfants, nous te supplions
1min36	KN	Bwà luumù lùmuyilà bwà sè mwà kashipàyi Nsapu Ntumba, mwà kushepeyàyi Nsapu Pandi bwà bàshààla bàdya luumù. Même cyêna mfùmù wa majàngì, ncyêna muswà kupànyisha buloba bwà bankambwà bèètù. Ncyêna muswè bwà kupingana paanyimà kudila ditùnga dyànyì majàngì nànshà. Ncyêna mwà kudyà mfrangà yà bajàngì. Nì cyêna mwà kubwela mu parti wàbù udibù awù to. Mêma ncitu ngeela maalu àà mbùlàmatadi díyi to. Ncitu ndwa ni nku bâtiment ni bwà kukèba myânzù ni cinyì, ntu ngenza midimu yànyì. Ndi mfùmù wa kaabukùlù entre temps. Ndi mungàngà, nya ku Afrique du Sud, mpingana. Kàdi mbwà cinyì bàkulwa kuprovoquer ? C'est ça le problème. Nè bàkulenga bintu byà bukalenga byànyì ku byanza. Nè bumùdibu bènza aci cintu, mêma nakwamba nè byònsu binùdi bamproposer ncyêna muswà kubyàngata to ; sòmbayi byènù, même nakusòmba byànyì. Bon, mpidyewu ndi musòmba, ncyêna nì bwalu nànsha bùmwe bìndi ngenza to. Kàdi provocation idi yumbukila penyì ?	Qu'il se glorifie d'avoir tué aussi Kamwèna Nsapu Pandi comme il avait tué son prédécesseur Kamwèna Nsapu Ntumba. Moi, je ne suis pas un chef coutumier traître. Je ne voudrais jamais vendre la terre de nos ancêtres. Je ne voudrais pas trahir mon royaume. Je n'accepterai pas de toucher à l'argent des traîtres. Et je n'accepterai pas d'être membre de leur parti politique. Je ne m'immisce pas dans les affaires de l'Etat. Je viens jamais quémander un quelconque pouvoir au Gouvernement ni quoi que ce soit. J'exerce en libéral. En plus d'être chef coutumier, je suis un vétérinaire. J'effectue tranquillement mes voyages vers l'Afrique du sud et je rentre chez moi. Pourquoi sont-ils venus me provoquer ? C'est ça le problème. Ils ont touché à mes objets consacrés qui incarnent mon pouvoir. Puisqu'ils ont désacralisé mes objets de pouvoir, moi, j'ai dit que je n'accepterai aucun des cadeaux qu'il me propose. Je reste dans mon coin. Et que maintenant je ne crée des problèmes à personne, pourquoi sont-ils, eux, venus me provoquer ?

2min18	Honorable	Kàdi mfùmù, kàdi majinga èbà awu sè ngatùdì balwíla bwà nè tülwa kúmwa, túsòmbe pàmwe, ùtwambilà twétu bareprésentants du peuple, twétu tudi bânà bèèbà. Twétu tudi bumbùke bwà nè tulwa kubwela pankaci pèènù, kàdi udi utwèla mâyi ku makàsà munyi ?	Mais Chef, c'est pour ces doléances que vous présentez que nous sommes venus. Nous venons les entendre. Que nous nous asseyons ensemble, vous et nous les représentants du peuple. Nous sommes tes enfants. Nous sommes partis de Kinshasa pour nous interposer entre vous, mais pourquoi nous décevez-vous ?
2min32	KN	Kàdi nwênu nuwba bafikà kùneeku même munwipàta anyi ?	Êtes-vous arrivés chez moi et que je vous en ai chassé ?
	Honorable	Kàdi, sè kacya twalwa kùneeku, tudi batàata bwà ku, sè honorable Mbaya sè mukwambila. Sè tudi balwà bwà bwalu abu. Bwà nè tmpetangana tùmona mwà kupeta solution négociée bwà nè non révendications yèbà, ùtwambilè twétu basòmba, beena mbùlâmàtadi basòmba, bwà tùmona nè tudi mwà kwenza munyi bwà nè cilumbu aci cijikà, ùpinganà mwaba úvwà avant invasion údi wamba wa résidence wèbà ou bien bilengu byèbà byà mudimu bilenga kùdi bantu bàdi kabàyi nè bukòkeshi to, bwà nè cijì cyèbà cijikè mfùmù. Mfùmù kàtu nè cijì ciwùdì naaci aci to.	Comme l'honorable député Mbaya vous l'a dit, nous avons souffert, depuis notre arrivée, pour vous atteindre. C'est pour cette situation que nous sommes venus. Nous voudrions échanger avec vous pour qu'une solution négociée soit trouvée. Nous voudrions recevoir vos revendications en présence des envoyés de l'Etat ; pour qu'ensemble nous mettions un terme à ce conflit et que vous retourniez dans votre ancienne résidence ou bien que l'on répare le fait que les gens sans aucun pouvoir aient touché à vos objets sacrés. De la sorte, vous serez apaisé de votre colère. Un chef ne s'énerve pas de la sorte.
3min15	KN	Lwâyi kùneeku, panùdì baswè...(honorable continue à parler)	Venez ici, si vous voulez...
3min16	Honorable	Mfùmù kàtu nè cijì ciwùdì naaci aci to.	Un chef ne s'énerve pas de la sorte.
3min17	KN	Lwayi kùneeku, panùdì baswà nè tùmvwangana, lwilwâyi kùneeku.	Si vous voulez que nous trouvions un accord, venez me rencontrer ici
3min20	Honorable	Kàdi netùpicila penyì ?	Mais par où passerons-nous ?
3min22	KN	Pardon ?	Pardon ?
3min23	honorable	Nutùpicilà penyì ? Bwalu bùdi bukòlà sè ngabwabu.	Par où passerons-nous ? C'est bien cela qui nous est difficile
3min26	KN	Barrières kàyi. Udi mwèla barrières nganyì ?	Quelles barrières ? Qui a placé ces barrières ?

3min28	honorable	Baélements bèèbà bàdi nè barrière, bàsàlaayi bàdi nè barrière...	Vos éléments ont placé des barrières, les militaires ont placé des barrières...
3min29	KN	Non, non, non	Non, non, non
3min30	Honorable	Dîba adi twêtu netùpicila penyì	Et là, par où passerons-nous pour vous rejoindre ?
3min32	KN	Mêma nvwa mumanya nè barrières inùdi nwamba nyà bàsàlàayi. Bwà côté wanyì même, kakwèna problème nànsha umwe to. Lwâyayi, nudi nufike too nè ku nzùbù.	Je pensais que vous parliez des barrières placés par les militaires. Mais s'il s'agit de celles placées par mes éléments, venez et vous arriverez chez moi sans aucun problème.
3min49	Honorable	Bon, ndi nkupèsha honorable Kapongo. Anji kukwambila byèndà...	Bon, je vous passe l'honorable député Kapongo ; qu'il vous parle aussi...
3min52	Kapongo	Mfùmù bèètwaabu.	Salut chef
3min54	KN	Anh, wetwàu	Ah, salut
3min55	Kapongo	Mukalenge, kakùtu cishimba cyà bwalu bwamba bupanga nànsha. Bantu bônso pàtù maalu àbàkwàta, bàyu bèyemena kùdì bamfùmù bààbù bàà kaabukùlù. Nwakutufila nè yaayi ku Cinsansà nùtwàkwile. Bàkutùsungula nwênu bachef coutumiers. Tutu twanùneemeka mu mîshindù yônso. Kàdi pàkùmakùmàbu wèbà mucimà ùsàmàsàmà. Patwàkumvwa luumu elu nè ku Dibaya, kwètù twêtu, kwà bataatù nè babààba, kakwèna kwîmpà, bakàji nì bàna m̀balàle mwitu, bānga m̀bafwè kakwèna mùshindù ; bàkutùtùma bwà sè, t̀lwa twêtu nkàyètù, bwà nè ǹmonanganà nè bamfùmù bèènù nibàdi mwà kunùmvwila. Mukalenga ; ciiji ùcilungwila cìtu cyàshipa bantu. Umbùshà ciiji mu mpàla tèèka mu nshingu. Bwà nè bwalu ebu bùjikè, bwà nè bàbendè kabàfwù, baabalùme nè bakàji. Patùdì twakula neebà apa, nànsha twêtu katwèna tulààla tulù, nànsha bidyà katwèna tudyà, àmu bwà nè bwalu ebu bùjikà mu bwîmpè, mu bwena muntu bwà ditalala d̀ikalèku. Ditùngà d̀itù nè	Chef, il n'y a jamais un problème qui est débattu et qui soit resté sans solution. Tous ceux qui sont en difficultés recourent à leurs chefs coutumiers. Vous nous avez mandatés pour parler en votre nom à Kinshasa. C'est vous les chefs coutumiers qui nous avez élus. Et nous avons pour vous une grande considération. Mais écoutez : quand vous voyez un être qui vous est cher flagellé, votre cœur en vous gémit. En apprenant la nouvelle qu'à Dibaya, notre village, village de nos pères et de nos mères, il y a débandade, les femmes et les enfants sont en brousse, il y a mort d'hommes ; nous avons reçu mission de venir vous rencontrer pour voir si vous pouvez nous écouter. La colère mène à la ruine. Ôtez de votre cœur la colère, pour que se termine ce conflit afin d'épargner les vies des hommes et des femmes. Nous faisons des insomnies à cause de cette situation, nous avons même perdu l'appétit. Le souci qui nous tient à cœur est de voir se terminer

		<p>mvità, cyàdi ñkabùtù. Katwèna baswè bwà Dibaya dibutukè, katwèna baswà bwà Kasai central àbutuke. Bitwikale tudi tukwakwisha nènkwewu, c'est puisque bàdi bâmba nè, nwènu bèèna shèèfù wènu, ùdi mwà kunùmvwila, yàayi nùmonanganà nèndà. Ke kàayi tudi twamba nè Sheefù, anji mwikàla mumbùsha cijji wànji kucitèèka ku luseke. ùtùbale bu nè bâna bàanyi bàà musòkù wanyi banàkutùma, bàdi balwà bwà kwakwila musòkù wabù. Sangayi wabù ; sheefù.</p>	<p>fraternellement ce conflit, pour que règne la paix. Un pays déchiré par des guerres finit par disparaître. Nous voudrions pas que Dibaya disparaisse, nous ne voudrions pas que le Kasai central disparaisse. Si nous insistons, c'est parce que l'on nous a demandé de venir vous rencontrer pour que vous acceptiez de nous écouter. De prime abord, nous vous demandons de vous débarrasser de toute cette rancœur, considérez-nous comme vos fils auxquels vous aviez confié un mandat qui reviennent pour intercéder en faveur de leur village. Mes respects, chef.</p>
5min19	KN	<p>Wabù. Kadi mēma ndi ngamba eci. Ndi munùbikile bwà sè ; lwayi mwaba ûndi, tûmonanganè. Ndi mubènga bwà kunùrecevoir anyi ? Lwayi, tûsombà nèènu, nèènu bônso munùdi nwamba nè bàdi banùpèsha responsabilité wa kumòngana nè Kamwena Nsapu, lwayi ndi muswè kunùrecevoir kwanyi kùneeku, tûyukilè kwanyi ku nzùbu, ncyèna mubènga bwà kunùrecevoir to. Tûyukilè, ncyèna mubènga bwà kunùrecevoir to ; tûyukilè nanku nùpinganè ne rapport nùya kupèsha banùdi nwamba nè mbeena mbùlàmatadi, bôbu bàdi biikàle beena Congo, twètu tudi biikàle beenyi. Ncyèna mubènga bwà kunùrecevoir, lwayi, ndi nùrecevoir kwanyi. Mbwa cinyi bàsàlaayi bàdi mwà kubèngela badebite bwà kupita pa barrière ? ça se fait comment ?</p>	<p>Respect. Mais voici mon point de vue : je vous invite à venir me rencontrer où je suis. Ai-je refusé de vous recevoir ? Venez et restons ensemble, puisque vous dites que vous êtes mandatés pour rencontrer Kamwèna Nsapu. Venez, je donne mon accord pour vous recevoir chez moi, que nous causions à la maison, je n'ai pas refusé de vous recevoir. Que nous échangions ; je n'ai pas refusé de vous recevoir. Ainsi après notre échange, vous rentrez faire rapport à ceux que vous appelez les autorités de l'Etat, eux qui sont Congolais pendant que nous nous sommes étrangers. Je ne refuse pas de vous recevoir, je vais vous recevoir à la maison. Pourquoi les militaires vont-ils refuser aux députés de franchir la barrière ? ça se fait comment ?</p>
5min57	Kapongo	<p>Mfùmù cîndi ngamba ngècyèci : nànsha mu bankambwà bèètù, pàtù bwalu bwènzeka bàtubàkèba mùshindù wà kubùlongolola. Cijji ciwùdi nààci cidi cyà bûngi, bwalu nànsha pawùdi wakula, tudi àmu tumvwa nè udi nè cijji. Kadi kwèna wanji kumbusha cijji kumpàlà kwà maalu ônsu</p>	<p>Chef, voici avis : même du temps de nos aïeux, lorsqu'il y avait un différend, l'on cherchait des voies et moyens pour le résoudre. Vous êtes très en colère, puisqu'on le sent d'ailleurs dans vos propos. Mais acceptez, de prime abord, de vous débarrasser d'abord de cette</p>

		makwàbù bwà nè paùmbushà ciji tùmone mutùdi mwà kulongololangane maalu bwà bupole bùbwèlè ; shèèfù wètù.	colère. Une fois débarrassé de la colère, nous saurons régler cette affaire pour que vienne la paix, nous vous en supplions, notre Chef.
6min20	KN	Mêma ncyêna nè ciji to. Cindi ngamba ncyà sè ku Kananga ndi mfikila penyì ? nya kufikila mu byanza byà bantu bàndi nciyi naabù confiance ?	Je n'ai pas de rancœur. Mais ce que je dis est ceci : Chez qui vais-je aller à Kananga ? Voudriez-vous que je tombe entre les mains de ceux en qui je n'ai pas confiance ?
6min 26		Bantu bàdi (les députés se mettent à parler entre eux. L'un d'eux dit à haute voix : kàdi sè twêtu aba. Pendant ce temps KN continue à parler) Mu kananga nyà kufikila penyì ? (On entend un de ceux qui continuaient à parler dire : « kèna neetù confiance to. Bumûndi... bwà dilwa dyànyì dyà ku Kananga, bamfùmù nànyì kabèèna mwà kwitaba, population kèèna mwà kwitaba bwà même kwenza aci cintu. Bàdi bàmona bwà nè apa bàdi bàya bwàkumushipa. Kabèna nè confiance to. Aci nudi bacimanyè. Ncyêna byànyì mwà kufikila ku Kananga ndwa kudifila ku Kananga aveuglement mu sens awu, non. Ndi mwà kulwa, ndi mwà kufikila penyì ? udi wangata protection wanyì mu byanza nganyì ? (on entend dire ; « twêtu, twêtu tudikù par l'honorable) anyì nudi nwangata beena Monusco nùbàtèèke bwà sè bàngàsurer ku kananga, là c'est très simple bwalu ki force neutre (on entend dire : oui c'est une solution) udi mwà ku protéger séjour wanyì ku Kananga.	Les gens sont (les députés se mettent à parler entre eux. L'un d'eux dit à haute voix : Mais nous sommes-là (nous en qui vous pouvez avoir confiance). (Pendant ce temps KN continue à parler). Chez qui vais-je aller à Kananga ? (On entend un de ceux qui continuaient à parler dire : il n'a pas confiance en nous). Mes pairs, les chefs coutumiers, n'accepteront pas que je vienne à Kananga, pas même ma population. Tous penseront que je vais à la mort. Ils n'ont pas confiance comme vous le savez. Je ne peux arriver à Kananga pour me livrer ainsi de manière stupide. Si je venais, chez qui serai-je reçu ? Qui se charge de ma protection ? (on entend un député dire au téléphone : nous, nous sommes là). Alors, je vous demande de solliciter la Monusco pour qu'elle assure ma sécurité à Kananga. Ce qui est très simple d'ailleurs, parce que la Monusco est une force neutre (on entend dire : oui c'est une solution). C'est elle qui peut me protéger à Kananga.
7min6	Kapongo	Èyowà shèèfù, twakumvwa mu wà kwambà, proposition webà ùdi bìmpà, ùdi bìmpà, wa kumòngana nè beena Monusco bwalu mubidi ùdi nè bòwa, nànsha twêtu tudi kàbidi nì bòwa bwalu zone ùdi ùkaadi zone opérationnelle. Tudi tumvwa nè mashi àà bantu mmayà	Oui, chef nous avons pris bonne note de votre proposition de contacter la Monusco. Elle est bonne tant est que l'être humain a toujours peur. Même nous aussi, nous avons peur étant donné que la zone dans laquelle vous êtes déjà est une zone d'opérations

		pànshì. Ke cidi cìtùtonda. Bakàji nè bâna bàdi mu bisuku. Bakàji bàà miimi bàtùla miimi, kabyèna bwalu bwîmpà to. Mwaba ùdi mvità kaùtu ùmwènèka bwalu bwîmpà to. Ki kiiipàcilà kèètù : twènzè munyi ? Netùkwandàmùnà dans quelques quinze vingt minutes bwà tùmanyà nè citùdi mwà kwenze menemene ncinyi, mu proposition uwùdi mwènzàwu.	militaires. Nous apprenons aussi qu'il y a eu des tueries. C'est bien cela qui nous fait mal. Les femmes et les enfants sont en brousse. Que certaines femmes enceintes avortent à cause de stress n'est pas une bonne chose. Là où règne la guerre, il n'y a jamais quelque chose de bon. Notre objectif est de remédier cette situation. Alors, nous vous répondrons dans une vingtaine de minutes pour que nous sachions à quoi nous en tenir, en rapport avec votre proposition.
7min46	KN	Anh, kèbaayi beena Monusco, bàdi mwà kulwa kùneeku bàlwa kungangata, apu nè ngikalà sùr nè ndi mwà kulwa kufika...ayi forces yènù yà mikwàbù ayi... (entre temps, un d'eux dit : mwambila nè kàdi bitwàtùmè archevêque)	Oui, cherchez la Monusco, elle peut venir me prendre ici. Au moins là, je serai sûr d'arriver...pour ce qui est des autres troupes-là, je m'en méfie ... (entre temps, un d'eux dit : propose-lui si nous pouvons lui envoyer l'archevêque)
8min01	Kapongo	Allô, (KN répond : allô) kàdi bitwàtùmè Monseigneur (l'autre lui souffle Madila) Madila	Allô, (KN répond : allô) et si on vous envoyait Monseigneur vous prendre (l'autre lui souffle Madila) Madila
8min8	KN	Nudi nubènga bwà Monusco bwà cinyi ?	Rejetez-vous la proposition de faire appel à la Monusco ?
8m11	Kapongo	Too, bwà Monusco, sè bidi mwà kwikala nànkù.	Non, la Monusco, c'est possible
8min13	KN	Anh, tùmàayi Monusco. (Kapongo répond : « merci » pendant que KN continue à parler) Monusco bwalu ki force neutre.	Oui, envoyez la Monusco (Kapongo répond : « merci » pendant que KN continue à parler) puisque c'est la Monusco qui est une force neutre
8min16	Kapongo	OK	OK
8min24	Une nouvelle voix	Voilà, chef tudi tukubikila.	Voilà, chef, nous allons vous rappeler.



En décembre 2014, Évariste Boshab est nommé par Joseph Kabila vice-Premier ministre de l'Intérieur et devient donc le principal interlocuteur de Kamuina Nsapu. Le patron de la sécurité nationale est accusé alors par ses détracteurs de multiplier les arrêtés accordant le statut de chef coutumier à ses affidés politiques, créant ainsi des doublons ou de nouvelles entités coutumières. Il nomme même son propre frère à la tête de l'association des chefs coutumiers du Kasai-Occidental, au grand dam du président déchu de cette association, le sénateur Emery Kalamba Wafwana, roi des Bashilange, qui s'estimait plus légitime.

À KINSHASA, UNE MÉFIANCE CROISSANTE

Pour les autorités congolaises, Jean-Prince Mpandi est un aventurier, un criminel qui aurait passé ses jeunes années entre Tshikapa, Lubumbashi, la Zambie et l'Afrique du Sud. Difficile de retracer son parcours. C'est à Lubumbashi, au Katanga, qu'il fait des études de technicien agricole. Il ne les aurait pas terminées. Dans les années 2004-2005, il réapparaît à Tshikapa au Kasai. Il y monte une clinique traditionnelle et dit alors avoir appris la médecine auprès de praticiens chinois. Parfois, il dit même être allé en Chine. D'autres fois, il se présente comme un vétérinaire. Mais déjà, il a un discours aux accents politiques et parle d'unir son ethnie, les Bajila Kasanga dans un même mouvement. Personne ne lui connaît d'affiliation politique, mais on lui prête des accointances avec l'Afrique du Sud, où vit sa famille, et avec les milieux contestataires, comme les « combattants » de l'UDPS, ou même avec Étienne Kabila, le « frère » autoproclamé de Joseph, qui est poursuivi un temps, avant d'être acquitté, pour tentative de coup d'État contre le chef de l'État.



Le chef Kamuina Nsapu dans la cour royale de Kamuina Nsapu © DR

Vu de Kinshasa, c'est en juin 2015 que les affaires deviennent sérieuses, comme le démontre un document, jamais rendu public, mais cité récemment par les autorités. Celles-ci l'auraient retrouvé dans les affaires du chef Jean-Prince Mpandi et le présentent, depuis janvier 2017, comme une preuve de sa volonté d'avoir fomenté une insurrection.

En janvier 2017, le nouveau vice-Premier ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, dit à l'assemblée que le gouvernement détient un document signé par le chef Kamuina Nsapu et intitulé « Non aux élections en 2016 ». Selon le régime de Kinshasa, Jean-Prince Mpandi y aurait insisté sur la nécessité de restaurer les pouvoirs coutumiers, « émanations naturelles de la nationalité », aurait appelé « tous les jeunes » à ériger des barricades et à chasser les étrangers du Grand Kasai, à l'exception des « diplomates ».

« *Monsieur Kamuina Nsapu fustige la négligence de l'État congolais depuis son accession à l'indépendance, (...) traite tous les détenteurs civils, militaires et policiers de "mercenaires", et qualifie le gouvernement national de "gouvernement d'occupation".* » a dit Emmanuel Ramazani Shadari à la question d'un député de Dibaya, Martin Kabuya, à l'Assemblée nationale, le 17 janvier 2017.

Toujours selon le pouvoir, il aurait lancé un ultimatum pour le 31 décembre 2015 à minuit.

Rien ne s'est passé dans la nuit du 31 décembre 2015 au 1er janvier 2016. Mais par ses discours, le chef coutumier a attiré l'attention des services de sécurité. Selon un haut responsable des services de sécurité, c'est le chef Ntenda, un cousin, qui l'aurait accusé de fomenter une insurrection.

« *Sur la base des informations reçues, au mois d'avril 2016, d'un correspondant des services, signalant la présence d'armes de guerre au groupement dit Kamuina Nsapu, le conseil provincial de sécurité avait dépêché sur place une mission conjointe ANR, FARDC, PNC en vue de procéder à la vérification des faits.* »¹



Le chef Kamuina Nsapu devant la Tshiota, le feu sacré dans le village de Kamuina Nsapu © DR

¹ Réponse du vice-Premier ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadari à la question d'un député de Dibaya, Martin Kabuya, à l'Assemblée nationale, le 17 janvier 2017

« JE NE SUIS PAS UN CHEF COUTUMIER TRÂÎTRE »

L'influence de Kamuina Nsapu grandit. Non seulement à cause de ses discours contestataires devant la Tshiota, le feu sacré, mais aussi à cause des cérémonies qu'il organise, notamment le baptême, où est administré une potion censée rendre plus fort, voire même invincible aux balles.

Selon un responsable des services de sécurité qui a requis l'anonymat, ces cérémonies, associées à des discours aux accents politiques, se déroulaient déjà avant le 3 avril 2016. Ce jour-là, alors que Kamuina Nsapu est en Afrique du Sud, les forces de l'ordre mènent une perquisition musclée à son domicile. Une perquisition dont il dira, jusqu'au bout, ne pas avoir compris les raisons.

« Moi, je ne suis pas un chef coutumier traître. Je ne voudrais jamais vendre la terre de nos ancêtres. Je ne voudrais pas trahir mon royaume. Je n'accepterai pas de toucher à l'argent des traîtres. Et je n'accepterai pas d'être membre de leur parti politique. Je ne m'immisce pas dans les affaires de l'État. Pourquoi sont-ils venus me provoquer ? C'est ça le problème. Ils ont touché à mes objets consacrés qui incarnent mon pouvoir. »²

Pour Jean-Prince Mpandi, cette perquisition est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Lorsqu'il revient de son séjour prolongé en Afrique du Sud, où séjourne sa famille, le chef coutumier fait ériger des barricades autour de son domicile.

À la suite d'une tentative de médiation du député provincial Daniel Mbayi, le 15 juillet 2016, le chef Kamuina Nsapu accepte de lever ces barricades en signe de bonne volonté. Il propose même, selon ce député, un plan de paix incluant la construction d'une école, d'un centre de santé et la distribution de semences.

LA DERNIÈRE SEMAINE DE KAMUINA NSAPU

Le 18 juillet 2016, le président Joseph Kabila arrive à Kananga, capitale de la province du Kasai-Central. Officiellement, il vient inaugurer une centrale solaire, mais il cherche aussi à s'enquérir du cas « Kamuina Nsapu ».

À cinq mois de la fin de son mandat³, il espère qu'un premier dialogue politique, sous

² Conversation téléphonique de Kamuina Nsapu avec des députés, le 11 août, la veille du jour de sa mort

³ De quel « mandat » ? Il est essentiel de garder en mémoire que la RDC vit toujours sous un régime illégitime, depuis les élections de 2011. Il faut rappeler que les élections de novembre-décembre 2011 ont donné des résultats qu'une personne avisée, réfléchie, d'esprit libre et critique devrait considérer comme nuls, donc sans gagnant. La suite aurait dû être l'annulation pure et simple, des enquêtes sérieuses pour déterminer les causes et origines des irrégularités, qu'on punisse les responsables, qu'on les écarte définitivement de toute responsabilité électorale et qu'on en tire les conséquences quant aux futures élections. Il aurait dû y avoir une protestation générale des démocrates de tous les partis, car un démocrate ne saurait accepter que son candidat gagne par la fraude, la corruption et le mensonge. Au lieu de quoi on n'a assisté qu'à des élucubrations pour défendre la victoire « officielle » de JKK, et à d'autres élucubrations pour défendre celle, tout aussi hypothétique, de Tshisekedi. Les élections de 2011 avaient été organisées, tout comme celles de 2006, en faisant voter un « corps électoral inconnu », faute de recensement préalable de la population. Ce fait à lui seul suffirait à en « plomber » gravement

l'égide de l'Union africaine, va entériner son maintien au pouvoir au-delà du 19 décembre 2016 .

Mais le retour annoncé d'Étienne Tshisekedi pourrait contrarier ce scénario. De fait, le

27 juillet 2016, le cortège du vieil opposant mobilise un demi-million de personnes dans les rues de Kinshasa.

Le 23 juillet 2016, de présumés adeptes de Kamuina Nsapu lancent une opération punitive contre Ntenda, le



voisin et rival de Jean-Prince Mpandi. Une centaine de cases sont brûlées et au moins six personnes tuées. Le chef Kamuina Nsapu dément être à l'origine de cette attaque et accuse le chef Ntenda d'avoir provoqué l'un de ses voisins en installant des barricades. Jean-Prince Mpandi assure que ses hommes n'ont pas pris part à cette attaque, ce que son rival dément. Le chef Ntenda aura gain de cause vis-à-vis des autorités.

Dans la nuit du 3 au 4 août 2016, d'autres miliciens surgissent à la gare et au poste de police de Mfuamba, dans le territoire voisin de Demba. Ils frappent les policiers et emportent une Kalachnikov. Le 8 août, alors que le chef de l'État est dans l'est du pays pour sceller la paix avec ses voisins, le chef coutumier prend d'assaut la ville de Tshimbulu. Le bilan officiel est de neuf morts, dont cinq policiers. Commissariat, sous-commissariat, résidences du commandant de la police et du maire de la ville et même le bureau de la Commission électorale... Tout est incendié.

Le 11 août 2016, le Conseil national de sécurité (CNS), mené par le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Évariste Boshab, est au Kasai-Central. Tous les chefs des forces et des services de sécurité font partie de la mission. Une délégation de députés nationaux élus dans la province est également dépêchée à Kananga. Parmi eux se trouve l'opposant Clément Kanku, qui est épinglé le jour même par le CNS pour son soutien au chef Kamuina Nsapu sur la base d'écoutes téléphoniques avec un présumé milicien.

Par la suite, l'information médiatique fera tout un sort à ces conversations téléphoniques du député Clément Kanku. Il est donc opportun de s'y arrêter, non pas simplement pour se demander « Qu'a dit Clément Kanku ? », mais, plus globalement « Que sait-on exactement de ces écoutes téléphoniques de Clément Kanku ? »

la crédibilité. Elles ont, par-dessus le marché, été entachées de fraudes et de manipulations à un point tel qu'elles ont donné des résultats qui, en réalité, sont encore inconnus. Toute autorité prétendue ne relève plus que de la force, de l'intimidation, d'un coup d'état de fait. Il y a en RDC un Président, des ministres, des autorités DE FAIT. Il n'y en a plus aucune qui puisse légitimement se dire « autorité de droit ». Pourquoi se soucie-t-on tant de savoir si la fin du « mandat » du « Président » Kabila serait conforme à la Constitution, alors que la Constitution a été non pas violée, mais chiffonnée, jetée à terre et foulée aux pieds pour le maintenir au pouvoir en 2011 après des élections NULLES.. La réalité, c'est que l'usurpateur doit s'en aller.. Sinon, qu'il subisse la violence qu'il a déjà infligée à tant d'autres ! NDIR)

Que sait-on des écoutes téléphoniques du député Clément Kanku ?

Le 8 août 2016, le chef Kamuina Nsapu, Jean-Prince Mpandi, attaque la ville de Tshimbulu. Le bilan officiel fait état de neuf morts. Un journaliste proche de Kamuina Nsapu, Constantin Tshiboko, appelle à deux reprises celui qui est le député de Dibaya, Clément Kanku. Le 23 mai 2017, le procureur général de la République dit ouvrir une enquête, suite à la diffusion sur les réseaux sociaux de ces deux conversations téléphoniques.

«La nature et les circonstances de cette conversation ne peuvent aucunement laisser indifférent l'officier du ministère public que je suis. Et si, à l'issue de cette instruction, j'ai la conviction que les faits étaient établis dans le chef du concerné [Clément Kanku], il serait alors inculpé de participation à un mouvement insurrectionnel, assassinat, incendies volontaires, destructions méchantes, associations de malfaiteurs » - Flory Kabange Numbi, procureur général de la République, le 23 mai 2017, devant la presse

Qui parle ?

- **Clément Kanku** est l'un des deux députés élus du territoire de Dibaya, président du parti d'opposition, le Mouvement pour le renouveau (MR). Il est **originaire de l'aire coutumière de Kamuina Nsapu**, plus précisément d'une localité toute proche du village du chef, appelée Nanshakale. Sur la base de ces enregistrements, Clément Kanku **est convoqué le 11 août 2016** par le Conseil national de sécurité qui est en mission à Kananga (le Conseil qui réunit tous les chefs des services de renseignement et des forces de sécurité) et qui est dirigé par Evariste Boshab. **Le 20 décembre 2016**, quatre mois plus tard, Clément Kanku devient ministre de la Coopération régionale du gouvernement de Samy Badibanga, avant d'être démis de ses fonctions après la mise en place du gouvernement de Bruno Tshibala.
- **Constantin Tshiboko** est un **journaliste**, animateur d'une radio communautaire de Tshikula, un **enseignant** de profession, **responsable du centre communautaire** Clément Kanji Bukasa wa Tshibuabua, un des centres communautaires fondés par le député Clément Kanku. Selon ses proches, Constantin Tshiboko **a été arrêté le 9 août 2016** à Kananga et relâché quelques jours plus tard. Son dossier aurait été classé sans suite.

Qui enregistre ces conversations?

- Ces deux conversations font partie d'un ensemble de 129 enregistrements réalisés par les services de sécurité congolais, les 8 et 9 août. Ces conversations, toutes incluant Constantin Tshiboko, concernent plusieurs dizaines de personnes qui n'ont pas toutes été identifiées par les services concernés. Parmi les noms mentionnés figurent des confrères journalistes, des chefs coutumiers comme Jean-Luc Ntenda, rival de Kamuina Nsapu, que Constantin Tshiboko essaie de joindre sans y parvenir.

- Les deux conversations intitulées « HONORABLE CLEMANT _20160808081756 » et « HONORABLE CLEMANT _20160808100404 » sont marquées dans le temps. La date indiquée est le 8 août 2016. La deuxième partie indique l'heure du déclenchement de l'enregistrement : 08h 17 min 56 sec et 10h04 min 04 secondes

Que disent les interlocuteurs ?

- Constantin Tshiboko appelle à deux reprises le député Clément Kanku pour l'informer des derniers développements dans l'attaque sur Tshimbulu le 8 août 2017.
- Dans le premier enregistrement, le député Clément Kanku dit « *c'est bon* » quand son interlocuteur l'informe que les miliciens ont brûlé Tshimbulu. Il répond également que « *c'est une bonne chose* », quand Constantin Tshiboko l'informe que les miliciens vont brûler le bureau de la Commission électorale (CENI) ou qu'ils vont ouvrir les portes de la prison. Il demande à son correspondant de le tenir informé.
- Dans le deuxième enregistrement, Constantin Tshiboko informe le député que le garde du corps du colonel de la police a été tué par les miliciens. Clément Kanku lui repose la question plusieurs fois, mais il ne semble ni acquiescer, ni encourager le présumé milicien. Constantin Tshiboko l'informe que les adeptes de Kamuina Nsapu manquent d'essence et que lui-même aurait besoin d'unités. Le député répond : « On va voir ça. » Dans un communiqué (cf. [communiqué-Kanku.pdf](#)) le député Clément Kanku a publiquement démenti être le commanditaire des violences de Tshimbulu et dit être convaincu que toute la lumière sera faite dans cette affaire. Selon son avocat, il n'a pas accédé à la demande du journaliste et présumé milicien Constantin Tshiboko, ces coups de fil visaient simplement à obtenir des informations sur l'évolution de la situation dans sa circonscription. Selon la défense de Clément Kanku, ces enregistrements ont été tronqués et n'ont pas été diffusés dans leur version originale. Elle se prépare donc à contester l'authenticité de ces « écoutes téléphoniques » par tous les moyens légaux.

Qui diffuse ces enregistrements ?

- La diffusion de ces enregistrements fait suite à la publication par le *New York Times* (<https://www.nytimes.com/2017/05/20/world/africa/congo-zaida-catalan-michael-j-sharp-united-nations-democratic-republic-of-congo.html? r=0>), le 20 mai dernier, d'un article consacré à la mort des deux experts de l'ONU. Les deux journalistes du NYT disent avoir découvert sur l'ordinateur de la Suédoise Zaida Catalan ces enregistrements parmi d'autres. Clément Kanku aurait été informé, écrit le *New York Times*, que le groupe d'experts enquêtait sur lui. C'est par la famille de l'experte onusienne que le journal a obtenu copie de ces enregistrements. Le *New York Times* les a cités sans les rendre publiques dans leur intégralité.
- Quelques heures après la publication de cet article, sur *Whatsapp*, la messagerie instantanée, les deux conversations téléphoniques ont été rassemblées en une seule.

Répétées deux fois pour faire bonne mesure. Le tout mis sur une vidéo agrémentée d'images, des photos du député, suivies par d'autres images qui pourraient ressembler à celle décrite par Constantin Tshiboko, l'interlocuteur de Clément Kanku. On y voit un corps et des bâtiments brûlés, ainsi qu'un seau abandonné au milieu des ruines, une fois que l'incendie a été éteint. Les mêmes scènes sont présentées sous plusieurs angles ou cadrages, répétées elles aussi. Il y aussi des images d'armes similaires à celles utilisées par les Kamuina Nsapu, étiquetées comme le font les services de police. S'agit-il d'armes saisies ?

Extrait vidéo Kanku sur whatsapp dans la page document

- Des membres de la majorité comme de l'opposition ont largement diffusé ces enregistrements sur *WhatsApp* comme sur les autres réseaux sociaux, au point qu'il est difficile d'en déterminer la source exacte. Leurs médias respectifs s'en sont rapidement saisis. Ceux proches du pouvoir insistent sur le fait que ces écoutes prouvent de manière définitive que les autorités n'ont aucune part de responsabilité dans la mort des deux experts. Ceux qui ont des accointances avec l'opposition désignent Clément Kanku comme le bouc émissaire idéal d'un régime dont l'enquête a été jugée trop rapide, y compris par les Nations unies.

« HONORABLE CLEMANT 20160808081756 »

1s-	Clément Kanku	Oui allô	Oui allô
2s	Constantin Tshiboko	anh Honorable,	anh Honorable
3s	Clément Kanku	Ee oui	Ee oui
5s	Constantin Tshiboko	Bàkoosha Tshimbùlu's	L'on vient d'incendier Tshimbulu
6s	Clément Kanku	Nganyì wetwàu ?	A qui ai-je l'honneur s'il vous plaît ?
7s- 8s	Constantin Tshiboko	Sè Constantin Tshiboko Tshiboko	C'est Constantin Tshiboko Tshoboko
10s- 11s	Clément Kanku	Ah, mbîmpà. Bòòshà byônsu quoi	Ah, c'est bon. On a tout brûlé quoi
12s- 14s	Constantin Tshiboko	Ee mbôsha, mpindyewu bureau byà CENI abi, m̀bikàdibu bèèla kapyà mpindyewu.	Oui, pour le moment on va brûler le bureau de la CENI
16s	Clément Kanku	Bwalu bwîmpà	C'est une bonne chose
18s- 19s		Kàdi sè ùvwa mubàlayà nè nènza nènku.	Mais l'autre avait promis de faire un geste
19s	Constantin Tshiboko	Hum	Hum...

20s-24s	Clément Kanku	Kàdi sè ùvwa mubàlayà, wàkwenza bìvwàye mulayà non ?	Mais l'autre avait promis de faire un geste, a-t-il réalisé sa promesse ?
25-28s	Constantin Tshiboko	Hein (comme pour reconnaître). Bìcidi bìtùnguluka. Mbàya bwà kukàngula prison wa centra... wa tshimbùlu...wa Dibaya	Oui. Les choses continuent. Ils sont partis pour ouvrir les portes de la prison de Tshimbulu
29s-30s	Clément Kanku	Bwalu bwîmpà	Une bonne chose
31s		Hum	Hum...
33s	Constantin Tshiboko	Ça va nekwe... (Clément Kanku voudrait aussi parler. Il y a chevauchement)	Ça va, je vais...
34s		Oui ?	Oui ?
36	Clément Kanku	ùmpèshà information	Donne-moi toujours l'information
37s-39s	Constantin Tshiboko	Ndi àmu nkupèsha nayi pa mukàbà kayèna bwalu to	Je te la donnerai en temps réel. Pas de soucis.
40s	Clément Kanku	Oui, merci	Oui, merci

« HONORABLE CLEMANT 20160808100404 »

Minutage	Locuteur	Cilubà	Français
01 s	Constantin Tshiboko	Allô Honorable	Allô Honorable
02s	Clément Kanku	Oui, Constantin udi mumbikila ?	Oui, Constantin, tu m'avais appelé
03s – 9 s	Constantin Tshiboko	Eee, nvwa mukubikila àmu bwà kukwambila bwà nè bàkaadi bajikija opération wa bureau byônsu. Bàkukàngula prison mpidyewu.	Je vous avais appelé pour vous annoncer que l'on avait déjà fini l'opération de destruction de tous les bureaux. A l'instant, ils viennent d'ouvrir les portes de la prison.
10 s	Clément Kanku	hum	Hum
11s-17s	Constantin Tshiboko	Eè, bantu ; balumàna bàkupàtuka. Maintenant, bàkadi bashipà...baa, bashipà basa...bampùlushi six	Les miliciens sont sortis de la prison. Maintenant, ils ont déjà tué six policiers.
18s	Clément Kanku	hum	Hum
19s-22s	Constantin Tshiboko	Balwà kushipa bâna bàbidi bàà kwà kamwèna nsàpu	Et les autres ont aussi tué six enfants de la milice de Kamwèna Nsàpu

23s	Clément Kanku	Hum	Hum
24s-32s	Constantin Tshiboko	Nènku kee bàcidi..balwà kushipa ...kùdì garde-corps wa colonnel parce que c'est comme si colonnel ùdi mu nzùbu bàkèba bwà nè bòshà nzùbu wëndawu. Àpiilà munda mwà nzùbù amu.	Ainsi, l'on vient d'exécuter le garde du corps du colonel. Il semble que le colonel même serait dans sa maison. C'est pourquoi, les miliciens voudraient l'incendier afin de le brûler vif dedans.
33s	Clément Kanku	hum	Hum
34s	Constantin Tshiboko	Hein ki opération....	Hein, c'est celle-là l'opération qui vient d'être menée.
35s	Clément Kanku	Bàkulwa kushipa garde du corps ?	Le garde du corps a-t-il été tué ?
36s	Constantin Tshiboko	Hein ?	Hein
37s	Clément Kanku	Bàkushipa garde du corps ?	Ont-ils tué le garde du corps ?
38s-45s	Constantin Tshiboko	Hein, bàkadi bashipà garde-corps, ùkaadi mufwà patùdì twakula apa ; bakùma micì mufwà. Bashipà wa kumpàla, bashipà mwibîdi. Maintenant bàkaadi bàkèba nè bèlèlè nzubu awu kapyà	Oui, ils ont tué le garde du corps, il n'est plus. Ils l'ont achevé par des coups de bâton. C'est de cette manière qu'ils ont tué le premier, puis le deuxième. Maintenant, ils voudraient incendier la maison.
45s-48s	Clément Kanku	Mpindyewu essence.... (les voix se chevauchent)	Et alors, l'essence...
50s	Constantin Tshiboko	Ouais ? (il n'a pas bien compris ce qu'a dit Clément Kanku)	Ouais ?
51s	Clément Kanku	Udi wamba munyi ?	Que dis-tu ?
52s-1min02	Constantin Tshiboko	Essence ngudi mubàjikà bàkadi bàya bàkùma beena nzùbù yàkadì nè essence bànyenga essence bwà nè bàmonà mwà kujikija opération. Kàdi yêya, Kabila yêya wàkutùpotela, mfùmù. Bìdiye yêya muyà kwakula mu Ouganda abi, ìmutùtèèka pa mwaba wètù'anyì ?	Ils n'ont plus d'essence. Ils sont allés prendre de force de l'essence chez des vendeurs de carburant pour qu'ils achèvent l'opération Mais Kabila s'est joué de nous, chef. N'est-il pas vrai que ce qu'il a raconté en Ouganda est humiliant pour nous ?
1min04-1min05	Clément Kanku	Bìdiye mwakùla munyi ?	Ce qu'il a raconté, comment ?

1min06- 1min07	Constantin Tshiboko	Bidiye muyà kwakula mu Ouganda amu, mmututèèka pa mwaba wètù'anyì ?	Ce qu'il a raconté n'est-il pas humiliant pour nous ?
1min09	Clément Kanku	Ah, bàsànkà's mudimu mwîmpà ùdibu bènza ngowù awu	Ah, ils sont contents de faire des choses pareilles
1min11	Constantin Tshiboko	Hum	Hum
1min13- 1min21	Constantin Tshiboko	Kùneeku cidi citùkolèla mfùmwan'nyì ngùnitè bwà nànsha nè ndi mwà kukupèsha information. Unités bwà mu cilu môn'su emu m'mushàla mutupù ; kamwèna unités to ; ki lutàtu lûndi nâlù bwà kukupèsha information.	Nous nous ne savons pas vous donner l'information par manque du crédit de téléphone. En ce lieu, il n'y a plus un seul commerce qui dispose du crédit de téléphone. Telle est la difficulté que j'éprouve pour pouvoir vous donner régulièrement l'information.
1min23- 1min24	Clément Kanku	Ok, on va voir ça. Merci	Ok, on va voir ça. Merci
1min25	Constantin Tshiboko	Merci Honorable	Merci Honorable

© Sonia Rolley



Les autorités demandent aux députés de transmettre à Jean-Prince Mpandi un ultimatum. Il a 24h pour se rendre aux forces de sécurité. Sinon, il sera tué. « *Nous sommes en train de vivre vos dernières heures* », lui dira même l'un d'eux. Interrogée par RFI, la ministre congolaise des droits de l'homme assure que le gouvernement n'avait aucun intérêt à assassiner le chef Kamuina Nsapu.

« Quelle frange de la population a confiance en vos services de sécurité ? La police fait souffrir la population, les soldats font souffrir la population, l'ANR fait souffrir la population. Donc, je n'ai confiance en aucun de vos services de sécurité. Si vos autorités le veulent, qu'elles viennent me prendre de force. »

Je ne peux arriver à Kananga pour me livrer ainsi de manière stupide. Si je venais, chez qui serais-je reçu ? Qui se chargerait de ma protection ? Alors, je vous demande de solliciter la Monusco pour qu'elle assure ma sécurité à Kananga. »¹

Le chef Kamuina Nsapu propose aux députés de venir jusque chez lui pour parler. Il insiste pour que la Monusco intervienne. On lui rétorque qu'elle n'est plus au Kasai-Central.

Dans une seconde conversation avec le professeur Ambroise Kamukuny, député national, élu du territoire voisin de Kazumba, celui-ci a des accents prophétiques.

Ambroise Kamukuny « *C'est vrai, vous pouvez craindre pour votre sécurité ; mais les autorités de l'État ne peuvent pas nous mentir en nous disant à nous, vos enfants, que votre sécurité est garantie. Elles ne peuvent pas faire autre chose ensuite. Mais si ces gens venaient à envahir votre royaume pour tuer femmes et enfants, cela ne nous enchantera pas, et vous non plus... »*

Kamuina Nsapu « *Par quelle parole justificatrice les tueraient-ils ? »*

Ambroise Kamukuny « *Non, mais lors des opérations militaires, les casses sont possibles. Parce que lorsqu'ils chercheront à vous arrêter, tous vos sujets n'accepteront pas. »*

Kamuina Nsapu « *Je veux écrire l'histoire, je vous laisse le Congo, faites-en ce que vous voulez. Mais vos messages d'intimidation tels que « le compte à rebours a déjà commencé ». Que les militaires m'encerclent, moi, je ne peux pas l'accepter. Que seule la Monusco vienne me prendre. Dans le cas contraire, envoyez vos troupes pour me tuer. »*

(Cet échange est extrait d'une conversation téléphonique beaucoup plus longue, qui se trouve reproduite intégralement dans le document ci-après)

¹ Extraits d'une conversation téléphonique de Jean-Prince Mpandi, chef Kamuina Nsapu, avec une délégation de députés, le 11 août 2016

Deuxième conversation le 11 août 2016 entre le chef Kamuina Nsapu et la délégation de députés

Mfumumu = Chef Jean-Prince Mpandi

kamukunyi = Ambroise Kamukunyi

1-6s	kamukunyi	Allô, allô	Allô, allô
7s	mfùmù	Oui, allô	Oui, allô
8s	kamukunyi	Hein, mfùmù	Hein, chef
9s	mfùmù	Oui	Oui
10s-17s	kamukunyi	Èyowa, twâkuya kuyukidilangana nè mbùlàmatadi, même ndi honorable Ambroise kamukunyi.	Oui, nous avons parlé aux autorités de l'Etat, je suis l'honorable Ambroise Kamukunyi
18s	mfùmù	Ok	Ok
19s	kamukunyi	Èyowà, twakwakula nè mbùlàmatadi bwà kumunwija majinga èbà, compte tenu wa sécurité wêbà. Gouvernement, wêwà byèbà udi membre wa gouvernement ; bwalu udi urepresenter Etat. (prononce	Nous avons soumis aux autorités de l'Etat vos desiderata relatifs à votre sécurité. Vous êtes-vous aussi membre du gouvernement, puisque vous aussi vous représentez l'État. L'Etat est constitué de vos sujets aussi. Les

	<p>avec insistance le syntagme verbal udi uréprésenter Etat) tundi néndà mu bantu bèèbààmù. Badi bagarantir bwà nè kakwèna lufù to (insistance aussi sur lufù to). Cidibu, twêtu mu tundi balòmba bwà nè tûsômbà kaaba kàmwè bwà nè tûmonà mwà kuyukila.... Twêtu badi kûnweku nè beena mbulàmàtadi nè twêtu, tudi convaincus que compte à rebours ùkaadi mutwàdija ; c'est-à-dire matroupes armées àdi makuentourer awawu, kabèèna bapetà ordre wakukwenzela bibi to.Wêwa udi mfùmù munène, udi entourer nè bantu bapite bûngi. Citùdì tubènga kwenza cyà nè bàlwa kubwelakana nè dishipa dyà bantu bèèbà wêwà, bantu abu bèèbà wêwà. C'est ça, badi batugarantire bwà sè to wêwa udi àmu udidonner côté uwùdì muswà ; bwà nè udi ufikila mwaba kâyi bàkwambulà bàlwa neebà kûnweku, twêtu tudi pôpù, tûsombà bônù ensemble, twàkulà cilumbwàci. Bwà bamonusco bawùdì mwâmba, kûneeku... ku Kananga aku kakùtu kàbìdì bamonusco to. Il faut bàlwilà ni ku Goma ni ku Kinshasa. Entretèmps dîba dîdì dîpita. Tudi bafikà kûnèèku depuis mu òmwa anyi mu dibidi. C'est pour cette raison que tudi tukusèngeleela bwà sè wítàbà bitùdì bakulòmbàbì. C'est vrai ; udi mwà kwikala ee nè bôwà bwà sécurité wêbà. Kadi sécurité, kabèèna mwà kutùshima twêtu, bagarantir sécurité wêbà twêtu bàna bèèba, bàlwa kwenza mùshîndù mukwàbù to. Twêtu bènza contraire, bantu abu babwèla mu royaume wèbà bashipà bàna, bashipà bakàji, bashipà balùme, kabyàdyàkutùsànkisha</p>	<p>autorités nous ont garanti qu'elles ne vous tueront pas. Ce que nous vous demandons est que vous acceptiez que nous nous asseyions et que nous parlions ensemble. Les autorités et nous qui sommes ici, sommes convaincus que le compte à rebours a déjà commencé. C'est-à-dire que les troupes qui vous entourent n'ont pas encore reçu l'ordre de vous tuer. Vous vous êtes grand chef, vous êtes entourés de plusieurs âmes. Ce que nous voudrions éviter est que l'on vienne à tuer plusieurs d'entre vos sujets. Les autorités nous garantissent que vous vous allez vous donner du côté où vous voulez, en nous annonçant par où vous arriverez pour que nous venions vous transporter ; et que nous vous amenons ici. Nous nous sommes présents, et autour d'une table nous discutons de cette affaire. La Monusco dont vous avez parlé n'est plus à Kananga. Elle doit partir de Goma ou de Kinshasa. Entre temps, le temps s'écoule. C'est depuis lundi ou mardi que nous sommes arrivés ici (à Kananga). C'est pourquoi nous vous demandons d'accepter notre proposition. C'est vrai, vous pouvez craindre pour votre sécurité ; mais à propos, les autorités de l'Etat ne peuvent pas nous mentir en nous garantissant – nous vos enfants – de votre sécurité et venir faire autre chose. Dans le cas contraire, si ces gens venaient à envahir votre royaume pour tuer enfants, femmes et enfants, cela ne nous enchantera pas, vous non plus.</p>
--	---	---

		twêtu to, nànsha wêwa mwinè.	
2min 15-17	mfùmù	(interrompt celui qui parlait) Nebàbàshipà nè lusanzu kaayi ?	Par quelle parole justificatrice les tueront-ils ?
2min18 - 2min39	honorable	Non, mais pàdi mu opérations militaires, mudi àmu macasses àdi mwà kwenzeka. Parce que pàlwàbu bwà nè bàkukwàtè ku bukolè, dība adi bantu bōnsu abu kabàdyàkwitaba nè bàkwàtè mfùmwètù ku bukolè to. C'est pour cette raison bwà nè wêwa nkàyebà udiprésenter mu budiswîlà bwèba bwà tūmonà bwà nè ùfikè kùnweku, tūmonè mwà kwakula bīmpà. C'est ce qui est plus sage.	Non, mais lors des opérations militaires, les casses sont possibles. Parce que lorsqu'ils chercheront à vous arrêter, tous tes sujets n'accepteront pas que soit emmené de force, notre chef. Pour cette raison, nous vous prions de bien vouloir accepter de vous présenter librement pour que vous arriviez ici et que nous parlions calmement. C'est ce qui est plus sage.
2min40	mfùmù	(l'interrompt) Aci, peut-être, èè honorable	Là, peut-être, èèè honorable
2min41	honorable	Oui, mfùmù	Oui, chef
2min42	mfùmù	Aci èèè òprésentation forcée.	Là, il s'agit d'une présentation forcée
2min48	honorable	Forcée bwà cinyi ?	Pourquoi forcée ?
2min49 - 3min07	Mfùmù	Eci òpouvoir coutumier. Pàdi babelges balwà mu Congo bwà kucoloniser Congo, pouvoir wakumpàla udibù bapetà òpouvoir coutumier. Pouvoir coutumier ki udi mulelà pouvoirs mikwàbù yōnsu eyi. Mēma ndi neemeka kaabukùlù bikolè bwalu ndi mu kaabukùlù. Nì cyēna nè bwalu nì armée unùdi nwamba wēnwawu	Ceci est un pouvoir coutumier. La venue des belges au Congo, le premier pouvoir qu'ils ont trouvé est le pouvoir coutumier. C'est le pouvoir coutumier qui est à l'origine de tous les autres pouvoirs. Moi je respecte la tradition puisque je suis dans la tradition. Je n'ai rien à avoir avec les forces dont vous me parlez.
2min52	honorable	Conteste la première affirmation de kamwèna nsàpù : non	Conteste la première affirmation de kamwèna nsàpù :

		(puis le laisse continuer)	non (puis le laisse continuer)
3min08	honorable	Armée ki ngwètù to.	L'armée n'est pas à nous
3min09	mfùmù	Ah, bwalu sè ki munùdi nwamba	Oui, mais c'est-ce que vous dites
3min10 - 3min11	honorable	Mêma byànyì ndi chef coutumier mfùmù, wâkupwà moyi anyi ?	Moi aussi je suis chef coutumier comme toi.
3min13 -	Mfùmù	Mêma ndi mwâmba eci : « mu Congo mùdi Monusco. Mwaba ônsù ùdì Monusco, bìikilàyi Monusco bwà sè àngàrantir sécurité wânyì. Ncyêna confiance nì services yà sécurité yènù nànsha umwa to. Ncyêna nì confiance, bwalu kakwèna service de sécurité yènù ìdì yènza mudimu en faveur wa population. Kayènàkù to. Ncyêna ni confiance nì services de sécurité yènù nànsha umwa to. Population wa congo, udi yêya nè disànka , òpopulaton kâyi ? utu yêya kâyi mupetà frustrations bwà service yà sécurité yènù ayi ? Police ùdi ùkèngesha bantu, bàsàlàyi bàdi bàkèngesha bantu, ANR ùkèngesha bantu, mabureau deux, ainsi de suite. Donc, cyêna nì confiance nì service de sécurité nànsha umwa to. Pìkalàbu baswà bwà nè bàlwa kungagata ku bukolè, ...	Je vous ai dit ceci, moi : « La Monusco est en RDC. Demandez à la Monusco, partout où elle se trouve en RDC de me garantir de la sécurité. Je n'ai pas confiance en aucune de vos forces de sécurité. Je n'ai pas confiance, parce qu'aucun d'eux ne travaille en faveur de la population. Il n'y en a aucun. Quelle frange de la population a confiance en vos services de sécurité. Laquelle n'a jamais été victime de frustration de la part de vos services de sécurité ? La police fait souffrir la population, les soldats font souffrir la population, l'ANR fait souffrir la population, les bureaux Deux, ainsi de suite. Donc, je n'ai confiance en aucun de vos services de sécurité. Si vous autorités le veulent, qu'elles viennent me prendre de force.
3min57 -4min	honorable	Tòòò abi, mfùmù kabàtu bàmwangata ku bukolè to	Non, pas question. L'on ne prend pas un chef de force

4min01 - 4min17	mfùmù	Ah, pìkalàbù baswà bàlwa kungata ku bukòlè. Ncyêna mwà kwenza déplacements apa nì kananga bwà sè nebàdi bènza macomptes à rebours nì bwà sèè bàya kungèxplicquer..Non. Même ntu, ...avant wa mêma kwikala grand chef coutumier, ntu mwânjì kufwà. Muyà ku Bakète mupingàna. Mmùmwa nè cyêna mwà kuciina lufù nànsha bàmba nè lùdi lùsurprendre dans quelques secondes. Ncyêna mwà kuciina to.	Ah, si elles veulent, qu'elles viennent me prendre de force. Je ne peux oser me déplacer d'ici à Kananga, quand bien même le compte à rebours à déjà commencé ou que je parte me faire expliquer là-bas. Non. Moi j'ai toujours été... avant de monter sur le trône du grand chef coutumier, j'étais mort. J'étais allé chez les Bakete et j'en suis revenu. C'est dire que je ne peux craindre la mort même si elle doit arriver dans quelques secondes. Je ne peux avoir peur.
4min18	honorable	Kàdi (cherche à l'interrompre)	Mais
4min17 - 4min49	mfùmù	(Mais lui continue) ndi mu ditùngà dyànyi, bulaba bwànyi. Mbùlàmatadi wênù àbwelà en contact ni Monusco. Monusco alwa kungangata agàrantir sécurité wànyi. Ncyêna confiance nè forces yènù yònsu yà sécurité nànsha. Pìikalàbi bwà lufù, mfwilà mu kapyà kànyi kàà bukalinga. Mfwilà mu mèsù àà bamfùmù bàdi balwà kuntàngila. Mpìikalàbi bwà moyo, ngikalà nè moyo mu kapyà kànyi kàà bukalinga. Mbùlàmatadi kàyi kungenzeja cintu cidi contre coutumes yètù yà kabukùlù to. Mêma ndi neemeka kubukùlù cent pour cent. Ncyà kuya kwenza erreurs idi batàtu anyi erreurs iwà banyikà bènza to. Pàndi musòmba apa, ndi entourer nè bamfùmù bàà kabukùlù. Ncyêna mwà kubadécevoir bwà sè ngùmbukè, ngitabà àmu cidi mbùlàmatadi ungèmposer. Ncyêna mwà kwitaba aci cintu to. Ndi libre quand même. Nudi nwamba nè nudi	Je suis dans mon royaume, la terre est mienne. Que vos autorités de l'Etat entre en contact avec la Monusco. Que la Monusco vienne me prendre et qu'elle garantisse ma sécurité. Je n'ai pas confiance en vos forces de sécurité. S'il faut que je meure, j'aimerais mourir dans mon fief. J'aimerais mourir sous le regard de mes chefs coutumiers. S'il faut que je vive, je vive dans mon fief. Que les autorités de l'Etat ne m'amènent pas à violer les coutumes traditionnelles. Moi je respecte la tradition à cent pour cent. Je ne referai pas les erreurs de mes pères ou de mes grand-pères. Ici où je me trouve, je suis entouré de mes chefs traditionnels. Je ne peux pas les décevoir en quittant, en faisant ce que vos autorités m'imposent. Je ne peux l'accepter. Je suis libre quand même Vous appelez votre pays République

		<p>République démocratique du Congo ; je suis quand même libre bwà même kwitaba anyi kubènga. Donc, cyèna mwà kwenza déplacement piikalà troupes yènu miswà bwà sè ilwa kuattaquer Kamwèna nsàpu, ilwa kushipa bantu munùdi nwamba amu, bàdi mwà kulwa mena, bàshipà bantu, nùshààlè nudyà lùmù nì Congo wènu. Ki mbwalu to. Nènku, bwà awu déplacement, ncyèna mwà...je ne peux pas faire ça. Le compte à rebours ncyà kumwenza ; ncyèna mena mumòna bwalu bùdi mwà kunzakeeja to. Ni bwà nì troupes yènu kùkaadi kushàle nànsha cinq minutes bwà sè bàlwa kungàtaquer, je suis prêt. Ndi muswà bwà nè ..histoire àshàlè...nùshàlà mena nì Congo, nùshàle nwenza maalu ènu munùdi baswè. Bwà intimidation, message àà intimidation bwà sè èè compte à reboours bàsàlàyi banyùngùlùka, je ne peux pas respecter ça. Moi je ne peux pas accepter. Bìdi bìkèngela àmu bwà sè àmu Monusco. Au cas contraire, tùmayi troupes ilwa kunshipa, un point un trait.</p>	<p>Démocratique du Congo ; je suis quand même libre d'accepter ou de refuser. Donc, je ne peux effectuer un quelconque déplacement. Si vos troupes veulent venir attaquer Kamwèna Nsàpu. Si elles veulent venir tuer les personnes comme vous le dites, qu'elles viennent le faire, vous en sortirez glorifiés dans votre Congo. C'est pas la fin du monde. Ainsi, je ne bougerai pas, je ne peux pas faire ça. Je ne ferai pas ce compte à rebours ; je ne vois rien qui puisse me faire peur. Reste-t-il Cinq ne fût-ce que Cinq minutes pour que vos troupes viennent m'attaquer, je suis prêt. Je veux écrire l'histoire, que je vous laisse le Congo, que vous fassiez ce que vous voulez. Votre intimidation, vos messages d'intimidation tels que le compte à rebours a déjà commencé, que les militaires m'encerclent, je ne peux respecter ça. Moi je ne peux pas accepter Il faut que seule la Monusco vienne me prendre. Au cas contraire, envoyez vos troupes pour me tuer, un point un trait.</p>
4min50 - 4min55	honorable	<p>Tòò, mfùmù, ndi mumòna nè too nè twètu bânà bèèbà kwèna neetù confiance. Mùdi quand même différence...</p>	<p>Non, chef, je me rends compte que vous n'avez même pas confiance en nous, vos enfants. Il y a quand même une différence...</p>
4min56	mfùmù	<p>(lui coupe la parole) Nànku nwènu bânà bèètù batùdi batùme, nukàdi byènu ntùdile majàngì.</p>	<p>Alors, même vous nos frère que nous avons mandatés, vous êtes traîtres contre nous.</p>
6min00	honorable	<p>Tudyà majàngì munyì ?</p>	<p>Comment nous vous trahissons ?</p>

- 6min01			
6min02 - 6min54	mfùmù	<p>Mu bukalenga bwènù ebu mùdi mapoisons, mùdi maalu mashilàshilàngàna. Nsàpu Ntumbà udi munshila même dibèlà dyà bukalenga ; m̀mushipa kùdi bukalenga bwènù ebu. Nènku nudi nwamba bwà sè nlwa kukùluka kàbidì àmu mu butèyì bunùkàvù batèya taatù wakufwà udi munshila bukalenga anyi ? Anh, cyèna mwà kwenza awu erreur to. Anh, ncyèna nè madilu àà Nsàpu Ntumba munshepeela àmu kùdi bukalenga wènù èbu, ànu mu réunion munùdi numbikila amu ke mùdi Nsàpu Ntumba mufwila ku Kananga. Nànku nudi nujinga bwà sè mfwa byànyì mùshìndù wàkufwà Nsàpu Ntumba anyi ? Mèma ncyèna mwà kwenza abu bwalu to. Ndi neemeka kaabukùlù mùshìndù ùdiku. Nudi byènù nè bwà kuneemeka kaabukùlùku. Bwalu panùdì apu ; nudi byènù nè bamfùmù bàà kaabukùlù bàà kwènù. Nenwikalà kanùyì nè bamfùmù bàà kwènù ; kàdi bìdì bitàngila agenda cahé kampàndà contre kamwèna Nsàpu, maalu ônsu, position wànyì ndi mwenza nè lusanzu lwà bankambwà bàànyì. Nènku, ncyèna mwà kudihazarder nè nya kudirendre nè kùdi troupe kàyì. Je ne le ferai pas. Ncyèna mwà kwenza aci cintu to. Ni bwà lufù, je suis prêt.</p>	<p>Dans le milieu de vos hommes du pouvoir il y a des empoisonnements, il y a beaucoup de mauvaises choses. Nsàpu Ntumba auquel j'ai succédé a été tué par votre pouvoir. Et vous m'invitez à tomber dans le même piège que vous aviez tendu à mon père-prédécesseur ? Anh, je ne peux commettre une pareille erreur. Pendant que je continue à pleurer Nsàpu Ntumba que votre pouvoir a tué à Kananga, toujours au cours d'une réunion comme celle à laquelle vous m'invitez. Alors voulez-vous que je meure aussi comme est mort Nsàpu Ntumba ? Moi, je ne commettrai pas pareille erreur. Je respecte la tradition. Là où vous êtes, vous avez vos chefs coutumiers. Quand bien même vous ne les aurez pas, ma position à propos de votre agenda caché contre Kamwèna Nsàpu, tout ce que moi je fais, je le fais avec une parole justificatrice au nom de mes ancêtres. Alors, je ne peux me hasarder à me rendre à n'importe quelle troupe. Je ne le ferai pas. Je ne peux faire cela. S'il faut mourir, je suis prêt.</p>
6min56	honorable	<p>Mfùmù, apu tukàdi tubungama vraiment. Èè, tudi bamanyà nè udi nè ciiji, mais kàdi biwùkààdi wambebi kàbidì bwà sè</p>	<p>Chef, vous nous attristez. Èè, nous savons que vous êtes en colère, mais ce que vous venez de dire, vous liez à</p>

		ùtùconseiller twêtu bânà bèèbà nè too bàsàlàyì bètù. Twêtu katùtu nè bàsàlàyì to.	nous l'armée, nous nous n'avons pas de militaires.
7min10 - 7min49	mfùmù	To, abi anyi musangu mukwàbù nuvwa bènza bwà kungiba lupèmbà...ainsi de suite ; non cidi cìkèngedibwa, ncyèna mubènga bwà kulwa to, mais Monusco ùdi nè ndèke nè mahélicoptères ainsi de suite, ùdi mwà kulwa kungangata. Ncyèna nì confiance nè services de sécurité idi à la base wa kukèngesha population. Mu Congo mujimà kakwèna congolais udi nè disànka nè service yènù yà sécurité ayi to, nànsha umwe kènaku to. Donc ncyèna mwà kuya kudifila mu byanza byà service yènù yà sécurite ni idi yùbkila kùdi Ngoyi kasanji ni idi yumbukila kwêpi. Ni bwà kubwela mwà kamwèna Nsàpù bàbwèlà. Bìikalè nè lusanzu lwà kulwa kushipa ni bàlùme ni bakàji...(perturbation), bàlwa koosha bulaba bwà Kamwèna Nsàpù. Bìikalè nè lusanzu.	Non, alors vous avez joué au malin pour me subtiliser l'accord...ainsi de suite. Non ce qu'il faut, je ne refuse pas de venir là-bas ; mais la Monusco a des avions et des hélicoptères, ainsi de suite, elle peut venir me prendre. Je n'ai pas confiance en vos services de sécurité qui malmènent la population. Il n'y a aucun congolais qui soit content de vos services de sécurité ; aucun. Donc, je ne peux m'offrir entre les mains de vos services de sécurité qu'ils viennent de Ngoyi Kasanji ou qu'ils viennent de n'importe où. Ils peuvent envahir mon royaume s'ils veulent. Qu'ils ayent une quelconque parole justificatrice pour tuer hommes et femmes... (perturbation), qu'ils viennent brûler la terre de Kamwèna Nsàpu. Qu'ils aient une parole justificatrice.
7min50 - 7min48	Honorable	Hum, mfùmù tudi tutransmettre dijinga dyèbà musangu wà ndekeelu kùdi bamfùmù bàà ditùnga...	Hum, Chef, pour la dernière fois, nous transmettons vos desiderata aux autorités du pays...
7min50	mfùmù	(Coupe la parole à l'honorable) Anh, bwalu kabèna mwà kubikila Lukenga mu marque awu anyi Kalamba mu marque awu to. Ils ne le feront jamais. Mbwa cinyi bàdi bàcyènza contre kamwèna Nsàpù ?	Anh, puisqu'elles ne peuvent pas convoquer de la même manière Lukenge ou kalamba. Ils ne le feront jamais. Mais pourquoi le font-elles contre Kamwèna Nsàpu ?

8min8	Honorable	Ëyowà. Tudi	Oui, nous allons...
	Autre voix	<p>Twêtu citùdi mwà kukwambila mfùmù, bantu bônsu batwilàngàna mbadépité, tudi ku bâtiment utu wenza maalu àà bukalenga. Pawùdi umvwa badépité bààkula, mùmwà nè tukàadi mu tranche wa ndekeelu. Bwètù twêtu tuvwa tukulomba nè bàbèndà kabàfu, mbà balùme nè bakàji. Bwalu bùdi mwabewu bùkaadi bwalu bwebè wêwe nì mbùlàmatadi, nùmonàngànè nààbù ngwàkadi nè cilumbù. Mpindyewu pawùdi wamba nè pàlwà mbùlàmatadi, mbùlàmatadi ùtu mwêna ciyangu. Pàbwêlayi mu musòkù, sè udi'amu ùlwè bwà sè àkukèbà àkukukwàte, nekwikalè àmu kukèbà kwà bilumbù. Twêtu tudi tukulòmba àmu nè wakàdi kwamba nè nànsha kukèba issue mukesà bwalu wêwa udi mumanyà nè mwaba uwùdi awu, wêwa udi mwà kumbuka kudiretrouver ku Kananga ; twêtu, wêwa kutwàmbila nè ; nwênu badepite ndi ngumbuka mu barrière yànyì yônsu eyi too nè yà bàsàlâyi, ndi mbànyemene eku, ndi mbànyemena nùnkù ; ngagàcilaayi ni mu Munkàmbà. Tudi tukwambula nè màshinyì àà badepitè, tufika nèbà nè ku mèsù àà mbùlàmatadi tukufila. Ki mùshindù utùdi byètù mwà kwenza ngôwu awu ; twakwenza byônsu bitùdi mwà kwenza bwà nè mbùlàmatadi àtumvwilè, wàkutwàmbila nè yikilayi nè mfùmwenù. Muwàkukàngulà matéléphone, ki mutùdi tuyikilla nèbèmu. Ke mutùdi tukulòmba. Twêtu tuvwa tukulòmba nè wêwa à partir wa pùdi apu nè</p>	<p>Nous, ce que nous pouvons vous dire, tous les députés réunis, au bâtiment administratif est que, quand vous entendez les députés insister, c'est que nous sommes en train de vivre la dernière tranche d'heures qui vous restent. Pour nous, nous vous demanderons d'éviter que les nôtres meurent, des hommes comme des femmes. Pour l'instant, il y a un différend entre l'état congolais et vous. Il est alors souhaitable de rencontrer les représentants de l'Etat. Quand vous parlez de la venue de l'Etat, vous savez que l'Etat a toujours été destructeur. Quand il entrera dans votre village, se serait pour vous arrêter ; et de facto il y aura des tensions sociales. Nous vous prions, pour notre part, de proposer une issue si petite soit-elle. En effet, vous connaissez par quelle voie atteindre Kananga à partir du lieu où vous vous trouvez. Dites-nous, par exemple : « Messieurs les députés, je vais franchir les barrières de mes éléments, celles des militaires et prendre telle direction pour ne pas se faire attraper. Venez me récupérer au village Munkamba. Dans ce cas, nous viendrons vous transporter à bord des véhicules des députés pour vous amener et vous présenter aux autorités de l'Etat. C'est de cette manière-là que nous pouvons apporter notre concours à la résolution de ce conflit. Nous avons fait tout notre mieux pour que l'Etat nous comprenne, ainsi</p>

		<p>bamfùmù bèèbà udi nè muùshindù uwùdì mwà kwenza too wamba nè ngindilaayi nwênu mwaba kampànda bu munùdì bàmba nànkwaù, ncyêna nya ni nkùdì mbùlámàtadì bwà bàlwa kupotela kùdì bàsàlayi mu njila nè bikwàbù to, ngindilaayi mwaba kampànda ; mwabawu tukwindila, upàtuka, tukwambula tukwela mu màshinyi àà badepite biimàna, tulwa nêbà too nè kùdì mbùlámàtadì. Tulwa kuyikila basòmba bônso mu bâtiment utùdì ewu, bwalu tudi ku bâtiment administratif wa Kananga ; ni bagouverneur ni baministres ni beena Cinsansà bônso.</p>	<p>il nous a envoyé parler avec vous notre Chef. C'est parce que vous avez ouvert votre téléphone, que nous avons réussi à vous joindre. Aussi vous supplions-nous, ... Nous vous demandons de vous arranger, puisque vous en êtes capables, vos chefs subalternes et vous, de partir du lieu où vous vous trouvez pour nous rejoindre. L'essentiel est de nous fixer rendez-vous à un lieu déterminé, en nous disant : « venez me prendre à tel endroit à bord d'une véhicule d'un député, au lieu de me faire prendre par les agents de l'Etat qui me ridiculiseront sur la voie ». Nous viendrons vous prendre pour vous amener auprès des autorités de l'Etat.</p>
9min33 – 9min43	Mfùmù	<p>Kàdi nudi nwakula nudipisha nwênu nkàyènu. Nudi nwamba nè d'abord bàsàlayi mbanùbèngèla nwênu bwà kupìta. Bàsàlayi mbèla barrière wàbù, mbanùbèngèla nwênu badepite bwà kupìta. Nèku même ke udidibù bàlwa kwitabila bwà mêmà kupìta.</p>	<p>Mais vous dites une chose et son contraire. Vous dites que les militaires ont refusé de vous laisser passer. Les soldats vous ont refusé de franchir leur barrière, vous qui êtes députés nationaux. Pensez-vous qu'ils puissent accepter de me laisser passer, moi ?</p>
9min44	Autre voix	To	Non
9min45	Mfùmù	<p>Wêwa nkàyêbà udi unjaadikila nè mbùlámàtadì ùtu wacinyangu, sè mêyì èbà, àwùdì mungambila tout de suite là, il n'y a même pas deux secondes</p>	<p>Toi-même tu me confirme que l'Etat a toujours été un dévastateur. C'est toi qui viens de me le dire, il y a peu ; il n'y a même pas deux secondes.</p>
	Autre voix	Kàdi sè twakùkwambila nè njila yà pànshì ìtuku	<p>Mais nous vous avons dit qu'il y a aussi des voies terrestres</p>

	(pendant ce temps KN continue à parler)
	<p>Mbwacinyi nudi nwamba bwalu nudicontredire nwênu nkàyènù ? Mèma ndi ngamba eci (l'autre veut lui couper la parole), ndi ngamba eci : «panwikalà nu insister àmu mu sens wa nè katwèna baswà mashi àya pânshì, ainsi de suite, nukàdi bamanè kulongolola bwà nè mashi àya pânshì. Mèma ncyêna mwà kwitabuja bwà ngumbuka to. Même mbùlàmatadi kàtu ùmfuta to. Mbùlàmatadi kàtu mu reconnaître to. Ndi mfùmù wa kaabukùlù, ça fait maintenant six ans, mbùlàmatadi ùtumubènga bwà kumpèsha arrêté. Nudi nubì kila mfùmù udi kàyì nè arrêté, nudi numu...mùshìndù kaayi ? Mèma nci tu mupetà arrêté wa mbùlàmatadi to ; mbùlàmatadi utu mwèla verrou. Nci tu mupetà arrêté wa mbùlàmatadi bwà nè nùlwa kureconnaître bwà sè nùlwa kumbikila to. Bamfùmù banùdi nurecevoir kuntwaku, bamfùmù bàdi nè maarrété. Kamwèna Nsapu kàtu nè arrêté bwà nè nùlwa kumureconnaître bwà nè àlwa kubwela ku bâtiment to. Combien de fois, nkàdi mulòmbe audience kùdi gouverneur mumbèngèle ? deux fois. Nkàdi mulòmbe audience kùdi Boshab ku palais du peuple pàvwàye président wa Assemblée nationale, mumbèngèla. Lèlèlù ewu ki nukàdi nwitaba bwà kurecevoir ? Et puis, nudi nurecevoir mu qualité kaayi, kanùtu nureconnaître nè Kamwena nsapu ùtu Chef coutumier mwikàla nè arrêté wa mbùlàmatadi to. Mpindyewu nùlwa kunforcer bwà sè juukà mwaba uwùdi</p>	<p>Mais pourquoi vous vous contredisez en parlant ? Voici ce mon point de vue, je dis ceci : « Si vous continuez à insister que vous ne voulez pas que le sang coule ; cela veut dire que vous avez déjà prévu de faire couler le sang. Moi je n'accepterai pas de partir d'ici. L'Etat ne me paie pas. D'ailleurs, l'Etat ne me reconnaît pas comme Chef coutumier. Je n'ai jamais été reconnu Chef coutumier, voici six, pour que vous m'invitez à vous rencontrer. Les chefs coutumiers que vous recevez là-bas, ce sont ceux qui ont leurs arrêtés reconnaissant leur qualité de chefs coutumiers. Kamwèna Nsapu n'a jamais eu d'arrêté le reconnaissant « chef coutumier » pour qu'il vienne aujourd'hui se faire recevoir au bâtiment (le bâtiment du gouvernement provincial du Kasai central installé à Kananga). Combien de fois ai-je sollicité l'audience auprès du gouverneur et qu'il a refusé de me recevoir ? Deux fois. J'ai déjà sollicité l'audience auprès de Boshab, au palais du peuple (le bureau du parlement à Kinshasa), quand il était Président de l'Assemblée nationale : il a refusé de me recevoir.</p> <p>Vous acceptez maintenant à me recevoir ? Et puis, en quelle qualité me recevez-vous, alors que vous ne n'avez jamais reconnu Kamwèna Nsapu comme Chef coutumier puisqu'il n'a pas d'arrêté. Et vous venez me forcer même</p>

	<p>awu angàtá moto, nutunumfuta bwà sè nùmpèsha frângà yà sè ngàngatá moto, nsûmbà carburant...ngondu kâyi utu mbùlàmatadi mumfutè ? Donc, au lieu wakwenza déplacement wa bwena awu, je vous dis ceci : « binwikalà kanùyi nuconsidérer nè ndi mfùmù wa kaabukùlù à cause wa arrêté wènù ; je vous rassure que ndi mfùmù wa kaabukùlù bwalu ndi nè cyandà déjà cyà bukalenga. Donc binwikalè bàswà bwà sè nukàdi nwenza compte à rebours, je suis prêt pour toute éventualité nì bwà sè ni nùlwa kunshipa, ni nùlwa kushipa bantu mu ditùnga, vous pouvez venir. Ncyà kunyema nànsha kakesà, ncyêna nè kùndlì nya to, ndi mu kapyà kànyì kàà bukalenga. Nudi mwà kulwa kungambula par force, anyì kutùma bàsàlayì bènù bàlwa kwenza munùdì baswè. Bwà nè même ndwa kudirendre ; Lukengu kêna mwà kudirendre to, Kalamba kêna mwà kudirendre to. Kamwena Nsapu, ndi mfùmù, mfùmù munène ; nè cimunyi cyà kamwèna Nsapu nutubaciitiliser mu frângà yènu nè mu drapeau wènù. Donc je ne peux pas commettre cette erreur wa kulwa kajuuka nè nyâya kudirendre comme si...ça c'est une des faiblesses. Apu, nukàdi nwangata kaabukùlù nukàtèèka pànshì. Nukàdi nwangata bamfùmù bàà kabukùlù bônso, munùtù babàtèka pànshì, nùbàtèèka pànshì. Donc je ne suis pas payé par le gouvernement bwà sè nkèbà moto mwaba ûndì awu, ngènza nènku non. Nibwàkunkwàta lwâyi nùnkwàtà, ni bwà kunshipa nùlwa kunshipa kàdi nulwa kunkwàta nì</p>	<p>à partir de chez moi à moto, est-ce que vous me payez un salaire pour que j'aie de l'argent à payer le ticket d'une moto ou à acheter du carburant. Quel mois de l'année ai-je été déjà payé ? Donc, au lieu d'effectuer un pareil déplacement, je voudrais vous dire ceci : « si vous ne me considérez pas comme chef coutumier à cause du fait que vous ne m'avez pas accordé votre arrêté ; moi je vous rassure que je suis chef coutumier parce que j'ai déjà reçu le pouvoir mystique (le cyandà) du chef coutumier. Donc si vous voulez déjà déclenché le compte à rebours, je suis prêt pour toute éventualité, même pour être tué par vous, ou si vous voulez tuer tous les habitants de mon territoire, vous pouvez venir. Je ne fuirai jamais. Je suis dans mon foyer de pouvoir. Vous pouvez venir me prendre par force, ou envoyer vos militaires pour faire tout ce qu'ils veulent. Je n'accepterai pas de venir me rendre. Lukengu ne peut pas se rendre, Kalamba ne peut pas se rendre. Kamwèna Nsapu, je suis chef, même grand chef. Vous avez utilisé le flambeau de Kamwèna Nsapu dans la monnaie et dans le drapeau. Je ne peux alors pas commettre cette erreur de venir me rendre, comme si....ça c'est une faiblesse. Là vous avilissez le pouvoir coutumier. Vous voulez avilir tous les chefs coutumiers comme vous l'avez déjà fait avec d'autres. En résumé, je ne suis pas payé par le gouvernement pour que je me trouve une moto à partir</p>
--	--	---

		lusanzu, nùlwa kunshipa nè lusanzu. Nùshààlè nè Congo wênù une fois pour toutes.	du lieu où je me trouve, que je fasse ceci ou cela. Qu'il s'agisse de mon arrestation, venez m'arrêter. Qu'il s'agisse de la mort, venez me tuer ; pourvu que vous ayez une parole justificatrice. On vous vous laissera ainsi votre Congo, une fois pour toutes.
12min13	Honorable	Mfùmù ànjì tûtèlèlèjà byètù.	Ecoutez-nous aussi, chef.
	Mfùmù	(Il enchaîne) Anh, ncyà kwenza déplacement nànsha umwe to. Nakunwàbila sè nwênu badepte mbarrière kâyi utubù kanwikalè kanùyì mwà kufanchir ? Mbùlàmàtadì ùnzululà barrières, nùlwa kùneeku, nudi nubènga. Nudi nwamba nà juukà, lwàku. Je ne peux pas faire ça. Nànkù nudi badepte bàà trahison alors.	Anh, Je n'effectuerai aucun déplacement. Je vous ai demandé laquelle des barrières vous ne pouvez franchir. Moi je vous ai dit : « Que l'Etat ouvre ses barrières pour vous permettre de venir ici ». Mais vous, vous refusez. Vous me dites à moi : « lève-toi, viens ici ». Alors vous êtes des députés traîtres.
12min30	Honorable	Oh, mfùmù	Oh, chef
		(lui continue à parler) Ncyêna mwà kwitabija mapropositions anùdì nuproposer awu to. Je ne le ferai pas. Ncyà kwitaba to. Je serai OK, Kèbayi Monusco àlwa kungangata ; apu tudi tumòngana nènù.	Je rejette toutes ces propositions que vous me faites. Je ne le ferai pas. Je ne les accepterai pas. Je serai d'accord au cas où vous faites appel à la Monusco pour qu'elle vienne me récupérer. A cette condition, nous pourrions nous rencontrer
12min44	Honorable	Mukalenga,mukalenga	Chef...chef

		(lui continue à parler), abi je ne le ferai pas.	Je ne ferai pas ces choses que vous me proposez
12min45	Honorable	Mukalenge mfùmù Kamwena Nsapu	Monsieur le Chef Kamwena Nsapu
12min50	Mfùmù	Bu munùdì nè bingoma bapèsha bàsàlàyi bwà kulwa kukwàta naabì Kamwena nsapu, bwà balwa kushipa nààbì Kamwena Nsapu	Et dire que vous avez armé vos militaires pour venir arrêter Kamwena Nsapu, pour venir tuer Kamwena Nsapu.
12min55	honorable	(cherche à parler aussi)
12min56	Mfùmù	Un instant, ngàjì kujikija. Bumunùdì nè bingoma bapèsha bàsàlàyi byà kulwa kukwàta nâbì Kamwena Nsapu, bwà kulwa kushipa nâbì Kamwena Nsapu ; bingoma byônso abi, mäsashì ônsu awu, biikala kèèna masùmba kùdì buloba bwà bankabwà bèètù, biikalè bingoma byônso binùdì bapèshe bàsàlàyi nè masashi ônsu masùmba kùdì buloba bwà bankambwà bèètù ; nebìpatukè mwîshi, nè kabyàkushipa muntu nànsha umwe to. Nì nwênu mene binwikalà badiimpliquer mu politique wa bitòndumbi, mikishì yà bankambwà bèètù bônso neikalè pambidi pèènù.	Un instant. Laissez-moi terminer mon propos. Puisque vous avez armé vos militaires pour venir arrêter Kawmena Nsapu, pour venir tuer Kamwena Nsapu ; je déclare que si ces armes, si leurs balles sont achetés avec de l'argent de nos ancêtres, ils ne dégagent qu'une simple fumée et ne tueront personne. Et vous-mêmes, si vous êtes impliqués dans cette politique des traîtres, les esprits des ancêtres morts s'acharneront contre vous
		(On entend les députés rire. L'un d'eux dit : « Eeh twâfù » puis continue à rire)	Eeh, on est foutu
		Bwà panwikalè mukòlù mu mâyi mukòlù ku mukùnà	Si vous êtes un pied dedans, un pied dehors

13min29	Un d'entre eux	C'est pathétique	C'est pathétique
13min31	Autre voix	Mukalenge mfùmù, twakumana kumvwa cinji ciwùdì nààcì. Kadi mfùmù, mwena bwiseela ; kàtu wàtàmba kapyà. Wêwa udi mwà kwikala nè puissance mukolà. Kàdi twêtu bantu bèèbà tudi nândi anyi ?	Monsieur le chef, nous avons bien compris votre colère. Une petite grenouille ne peut battre un bœuf. Vous vous avez une plus grande puissance. Mais, nous vos enfants, sommes-nous aussi puissants ?
13min45	mfùmù	Nvwa mumanya nànsha bwà sè munùdì bahonorable députés, nudi nè médiation mulelèlà unùdì mwà kwenza pankacì pàà kaabukùlù nè mbùlàmatadi wênu awu ; kàdi nakumòna nukàadi mukòlù mu mâyi mukòlù ku mukùnà.	Je pensais que vous en tant que honorables députés, vous pouviez assurer une véritable médiation entre le pouvoir traditionnel et votre Etat-là ; mais je me rends compte que vous avez un pied dedans, un pied dehors
13min56	Autre voix	(Essaie de rejeter ce qu'il dit) too, too mfùmù	Non, non chef
13min57	mfùmù	Ndi ngèla lusanzu bwà sè, bàsàlàyì bônso banùdì nutùma, ni bingoma bìdibu nàbì...	Je prononce cette imprécation : tous ces militaires que vous envoyez et toutes les armes qu'ils portent...
14min2 - 14min5	Autre voix	(lui coupe la parole) Twêtu katwèna nè bàsòlàyì Mukalenga.	Nous nous n'avons pas de militaires
14min6 - 14min14	Mfùmù	(continue à parler) àmu buloba bwikala kabùyì bwà bankambwà bèètù. Apu bìlwa kutùshipa. Kàdi bìkalà bintu abi bifùka kùdì buloba bwà bankambwà bèètù, abi bintu nenwènze perte kutùdì nè kunùdì.	A moins que cette terre ne soit pas celle de nos ancêtres. Dans ce cas, vos militaires résussiront nous tuer. Mais si ces armes sont créées grâce à la terre de nos ancêtres, il y aura des pertes dans votre camp et dans le nôtre.

	Autre voix	Mukalenge	Chef
14min1 5	Mfùmù	Nenwamba bwalu bùdi Kamwena Nsapu munwênze. Bunwakanji kumutùmina bamercenaire bàtaanu nì barwandais bàbidi. Donc, je ne peux pas accepter intimidation wa bwina awu. Ça, je ne peux pas céder. Ànu Monusco mwikàlepù là je vais faire un déplacement. Kàdi bwà kungambila nè avant dix-sept heures, là c'est piétinant, non ncyà kwenza aci cintu to. Mbùlàmutadi ùdi nè cyà kuneemeka kaabukùlù au départ. Ki kààbukùlù bàkàimposer kùdi mbùlàmutadi to. Bwalu kaabukùlù kekàdi kafùke mbùlàmutadi. Binùdi nugambila'abi, Monusco yêya kàyikù to, apu tùmàyi machars àlwe kungambula ku bukòlà. Bàdi bàfwe mene bàdi bàfwe, bàdi bàshàla bàdi bàshàle, un point, c'est tout.	Vous direz ce que Kamwena Nsapu a fait contre vous. C'est pourquoi vous lui avez envoyé, au départ, cinq mercenaires, parmi lesquels deux rwandais. Je ne peux pas accepter pareille intimidation. Ça, je ne peux pas céder. Je me déplacerai qu'à condition que la Monusco soit là. C'est humiliant que de me lancer un ultimatum pour dix-sept heures. Je peux obtempérer. L'Etat doit respecter le pouvoir traditionnel qui l'a devancé. Ce n'est pas à l'Etat d'imposer quoi que ce soit au pouvoir traditionnel. Puisque le pouvoir traditionnel est celui qui a créé l'Etat. Vous me racontez des histoires. Si la Monusco n'est pas là, alors envoyez les chars de combat pour qu'ils viennent me prendre de force. Que ceux qui meurent et que ceux qui vont rester vivre vivent, c'est tout.
14min5 5	Autre voix	Shèfù, apu twêtu tudi bamanyà àmu sè twakufika ku ndekelù kwà kukumvwa, biwikalà nè bwalu neùtùbikilà kàbidi. Bwà twêtu apu netwàndamunà byètù mbùlàmutadi nè tudi àmu bindile dibikila dyèbè pìikalèku mûnga initiative. Mais sinon twêtu twakufika ku ndekelu.	Chef, nous savons que nous sommes arrivés au terme de notre écoute. Si vous aurez à dire, prochainement ; alors vous nous appellerez au téléphone. Nous dirons à l'Etat que nous continuons à attendre votre appel au cas où il y aurait une nouvelle initiative. Sinon, nous sommes à bout.
15min1 8	mfùmù	Même ndi munuinviter kùnweku, nwakubènga, nugambila nè kùdi mabarrières, donc ncyèna nè bwalu bukwbù bûndi mwà kwamba to, en tout cas. Ncyèna mwà ku..ndi	Moi je vous ai invités ici. Vous avez refusé sous prétexte qu'il y a des barrières sur la route. Donc, je n'ai rien d'autre à vous dire, en tout cas. Je ne peux pas...Je vous

		munùbikilà nè nùlwîlè kùnu nwakubènga, Monusco ìkalèku, nwakubènga, nungèxiger nè mêmà mbandè pa moto, ni nya mwaba kampànda, non. Abi sè ncyêna mwâna mukesà to.	ai invités ici mais vous avez refusé. Faites venir la Monusco, vous avez refusé. Vous m'exigez à moi de prendre une moto pour aller à un lieu caché où vous viendrez me prendre. Là, je ne suis pas un petit enfant, moi.
15min2 2	Deuxième voix	Sheefù twêtu katwèna mwà kubènga mwà kulwa kûdì to. Souhait wètù mene ùdi wà nè tûlwa kûdì. Tudi tukwambila nè, twakusambakaja nè bamfùmù bàà maalu àà Nzambi bwà kwamba nè ditalala dikalà ku Dibaya nè sheefù Kamwena Nsapu ìkalà nè bukolà bwà mubidi. Wabisèlèlà kàtu wàtàmba kapyà to, twêtu bu bânà bèènù, twêtu bu basujets bèèbà pàtwàkubwelelà mu cipàngu, netwèndelà penyì? Netwèndelà penyì mfùmù? Bumfùmù buwùdì nààbù mbufùmù bwà kaabukùlù, ki bumfùmù bwà nè uyàya kusumba kwà mbùlàmatadi to. Ki kàyì tudi tukwambila nè, twêtu bu bânà bèènù, twakukwamba apà nè pàkumakumàbu webà, mucìma ùsaamasaama. Bitùdì tumvwa, ni mbilelèlà ni mbyà dishima, tudi baswè àmu bwà nè bupòle bùbwèle mu ditùnga. Udi mfùmù wakàyì ku lwendu kàlâlè cidimu, tükùndè tùdì mu mbandu netùshalè kubole, bânà nè bakàjì nebàshalè kudila. Patùdì tukwambila abi m̀bwà bitùkàadi bamònàmòne. Mamònà m̀midiikija, mamònà m̀midikija mfùmù. Mwaba ùtù mvità kawùtu développement to. Udi mfùmù mumanyà mukàndà, udi mfùmù mumanyè maalu ônsu, àdì ku dyà balùma nè àdì ku dyà bakàjì. Patùdì twakula apa, bakàjì bàdi	Chef, nous ne pouvons pas refusé de venir vers vous. Nous souhait est d'ailleurs de venir vers vous. Nous vous assurons que nous avons même sollicité les autorités religieuses pour que la paix revienne dans le territoire de Dibaya et que chef Kamwèna Nsapu reste en vie. La grenouille ne pourra jamais battre le bœuf, nous vos frères, vos sujets, si nous vous trahissions, par où passerons-nous, encore ? Par quelles routes passerons-nous, chef ? Votre pouvoir est un pouvoir traditionnel. Il n'est pas à confondre à un pouvoir que vous achèterez chez l'Etat. C'est pourquoi, en tant que vos frères, nous vous avons assuré que lorsque l'on frappe quelqu'un de tiens, le cœur gémit en son fort intérieur. Ce que nous apprenons, vrai ou faux, nous amène à désirer voir la paix pour arriver dans votre territoire. Vous êtes celui dont on dit : « un chef ne peut mettre une année en voyage, les poissons qui n'étaient pas encore bien séchés vont pourrir et les enfants et les femmes resteront en proie aux pleurs. Si nous vous parlons de ces choses, c'est en fonction de notre expérience vécue. Là où il y a guerre, il n'y a pas développement. Vous êtes

	<p>mwà kupaniquer ; bàdi nè miimi bàdi bàtùla miimi. Bàdi nè bâna bakesà, bâna bàdi mwà kufwà ku mashika. Bàdi bàlààla mwitu bàdi mwà kufwà ku nzala. Ki kâyi, tudi twamba nè tudi tudiréférer kùdi munène wa kwètù àtumvwilè. Twètu katwèna tubènga mwà kulwa kùdi to. Tudi twitabuja, tudi tutàngila nekùdi mùshîndù kaayi utùdi mwà kwenza bwà tùfikà kùdyaku, tukurejoindre, tùmônà mwà kunégocier. Kàdi byakadi bìmpà wêwa kutùpèsha piste de solution udi mwikàle mulelèlè. Mwà cilòbo mu nkoolò, mwà mukàta mu lubànzà. Tudi baswè bwà nè mu lubànzà mwikàlè ditalala, wêwa nè ditalala, twètu nè ditalala dikwàbù. Kadi bitwìkalà twakunyanga kùdi, netwèndelà penyi ? Nitwèndelà pènyi bwalu nètwìkalà obligés bwà nè twèlè mpàla bàtùsungulà kàbìdi badepite. Bàdi bàtùpa budepite, ònwènu bachef coutumiers, nwakutùpa mêyi, nwakutùpa mishiku bwà nè nùya kutwàkwila. Kàdi patwàkumvwà nè bwalu bubì bùdikù, ki kâyi, tudi tudiréférer kùdi mfùmù, kabèna bàtwènzeja kùdi muntu nè tükwambilè bitùdi tukwambile ebi to, mfùmù, bìdi byùmbuka kutùdi twètu badepitè banwàkasungulà.</p>	<p>un chef instruit, vous connaissez toutes choses, celles qui sont à droite et celles qui sont à gauche. Nous savons que les femmes peuvent paniquer, celles qui sont enceintes peuvent avorter. Celles qui ont de petits enfants vont voir mourir leurs enfants à cause du froid. Celles qui passent nuit dans la forêt peuvent mourir de faim. Pour ce faire, nous nous sommes dit que nous allions nous référer à notre chef, qu'il nous comprenne. Nous n'avons pas refusé de venir où vous êtes. Nous allons voir s'il y a lieu d'arriver où vous êtes, nous aurons à vous rejoindre pour négocier. Il serait mieux que vous nous donniez une vraie piste de solution. Un chef règne dans sa cour, tandis que le paresseux règne dans sa parcelle. Ce que nous voudrions est que la paix règne chez vous, que vous-même vous ayez la paix et que nous aussi nous ayons la paix. Nous nous pouvons abuser de votre confiance. Parce que si nous abusons de votre confiance, nous n'avons nulle part où aller. Par om passerons-nous alors que nous sommes obligés de représenter nos candidatures pour être réélus comme députés nationaux. C'est vous les chefs coutumiers qui avaient fait de nous des députés nationaux, vous nous avez confié une mission, vous avez fait de nous vos défenseurs. Mais puisque nous avons appris qu'il y a un danger, là nous avons décidé de nous référer à notre chef. Personne ne nous force à vous dire ce que nous</p>
--	--	--

			vous disons ici. Cela vient de nous vos députés que vous aviez élus.
17min50	Mfùmù	Kàdi lèèlu ewu sè wa kushisha kumanya dîna dyà Kamwena Nsapu. Lèèlu ewu. Nakwenza bidimu bisambòmbò, kàdi lèèlu si ngunwàkushisha kumanya dîna dyà Kamwena Nsapu. Lèèlu ewu, nwakushisha kumanya nè Kamwena Nsapu ùdikù, lèèlu ewu. Kàdi bidimu byònsu bîndi mu bukalinga ebi, ...	C'est maintenant que tu as connu le nom de Kamwena Nsapu. Aujourd'hui seulement. Je suis déjà à ma sixième année de règne, c'est aujourd'hui seulement que vous connaissez le nom de Kamwena Nsapu. Aujourd'hui vous avez su que Kamwena Nsapu existe. Et toutes ces années que je suis au trône....
18min02	Deuxième voix	Kàdi Mukalinga...kwèna mwà kutùfwila lusa anyi ?	Mais chef, nous pouvez-vous pas nous pardonner ?
18min03	Mfùmù	To, ncyèna neenù lukunà to ; mêma ncyèna neenù bwalu to. Ndi mwèla dîyi, macanons ènù àdi manyemèsha balùma nè bakàji mwitu, nakwenda kwela mêyi nè bàpingana ku nzùbù yàbù. Bàvwà balwà nè macanons ònwènù, bàvwà balwà nè machars de combat ònwènù. Canonc yènù òmminyemèsha balùma nè bakàji banùdi nwamba abu	Je ne vous en veux pas ; moi je n'ai rien contre vous. J'ai crié pour demander à la population de regagner le village. Ce sont vos canons qui ont fait fuir hommes et femmes dans la forêt. C'est vous qui avez apporté ces canons et ces chars de combat. Vos canons ont fait fuir les hommes et les femmes dont vous parlez
18min26	Autre voix	Kàdi twètu badebite, tudi mwà kupeta bingoma byà canon biwùdi wamba abi mwâba kàayi ?	Mais les députés nationaux où trouverons-nous ces armes à canons dont vous parlez ?
18min30	Mfùmù	Nakwamba bwà sè, panùdi basòmbapu nudi basòmba còte à cote ni mbùlàmatadi wenu awu. Lwàyi tùsòmbè kwà Kamwena Nsapu. Nùmonèku kwà Kamwena Nsapu. Ni cikàsù cyà cyanàna eci ni mwelè wa cyanàna eci nukàdi bansùmbilaku bwà sè bàmwènzèlèku ne cintu kàayi. Lèèlu	Je vous ai dit ceci. Là vous assis côte à côte avec votre État là. Je vous invite chez Kamwena Nsapu. M'avez-vous déjà acheté ne fût-ce qu'une simple bêche ou même une simple machette pour que nous nous en servions ? Voici six que je n'ai toujours pas l'arrêté que

		ewu nakwenza cidimu cisambòmbò mu bukallenge, arrêté ûmvwà nè cyà kwikala mupetà, ncitu mumpetà to. Àmu nwênu nkàyènu bàdi nuvwa mpidyewu nukùdimwina eku, bangêle macalles mîshindù yônsu bwà sè katùmupèshi arrêté to ; tùkebà bakamwèna Nsapù bàdi faibles	je devais avoir. C'est vous qui manœuvrez dans tous mes sens, qui mettez des freins de tout genre pour qu'on ne me donne pas l'arrêté. Vous cherchez à avoir des Kamwèna Nsapu qui sont faibles.
19mi10	Autre voix	Mfùmù, mfùmù bwalu bwà arrêté, bwalu bwà arrêté mbwalu bukesè mfùmù. Kakwèna bwalu. bantu...	Chef, ce problème d'arrêté est un problème très simple à résoudre. Ce n'est pas grave. Les hommes....
19min12	Mfùmù	(Il continue à parler) Kàdi ndi nùbikila bwà sè lwayi kùneeku, tùvwa kuyukila neenù kùneeku, nùvwa kugambila àdi mbùlàmatadi muswè...	Mais je vous invite à venir ici pour que nous parlions et que vous me fassiez connaître ce que veut l'Etat.
19min38	Autre voix	Chef, chef, twakumvwa majinga èbè.	Chef, chef, nous avons déjà compris votre souhait
19min39	Mfùmù	Kanwikadi bangeze jeu bwà nè tùmudistraire ku téléphone bwà nè bakwàcyanganyi bèndà bàbwela bwà sè...Kàdi twêtu tudi twamba bwà sè mulwishi ni mulùma ni mukàji ni mwâna udi utèla Kamwena Nsapu mu dinwà dyà makànya, mu dinwà dyà dyamba àsanganà kufwè anyi	J'espère que vous ne me jouez pas un tour pour me distraire au téléphone pour que les personnes chargées de m'arrêter s'infiltrant à mon issue dans le village pour qu'elles.... Mais nous disons pour notre part que l'ennemi soit un homme ou une femme, ou même un enfant qui cite le nom de Kamwèna Nsapu après avoir fumé du chanvre, qu'il meure, n'est-ce pas ?
	En chœur	Àfwee	Oui, qu'il meure
19min55	Autre voix	Mfùmù twasàkidila, batu bàmba kwètù nè « mvità midimujà itu yàfwa bilobo. Katwèna bè bwalu to, twakwenza wètù mudimu wà badebite ku nseka yônsu	Merci chef. Un proverbe de chez nous dit : « tandis que le loup chie, la brebis s'enfuit ». Nous ne portons aucune responsabilité, nous avons accompli notre devoir de

		kôdi, kùdì mbùlámàtadì, twakwenza wètù mudimu. Ah tudi tunùshìla cyalu, nwênù bàdì bakolè ùshàlà nwènzè mudimu. Twasàkidila.	députés nationaux, auprès de vous et auprès de l'Etat. Ah, nous vous laissons libre votre champ de bataille. Faites ce que vous voulez. Merci
20min0 9	Mfùmù	Eeeh nakùmvwa langage wènù...	Oui, j'ai compris votre manière de parler
20min1 6	Les députés entre eux	Udi wàmba nè nwênu nudi nundistraire apa bàsàlàyì bàyà bàbwela... (inaudible parce que beaucoup de gens parlent en même temps)	Vous dites que nous, nous sommes en train de vous distraire pendant que les militaires entrent....(inaudible parce beaucoup parlent en même temps)



LA MORT DU CHEF

Le 12 août 2016, selon ses proches, Jean-Prince Mpandi espère toujours l'arrivée de la délégation de députés. Mais il n'est pas surpris quand il apprend que des militaires s'approchent de son village. Le chef Kamuina Nsapu l'avait annoncé aux députés. S'il doit mourir, il a décidé qu'il mourra chez lui, sur sa terre.

Jean-Prince Mpandi va au-devant des forces de sécurité. Blessé, il est obligé de battre en retraite.

Assaut sanglant contre le chef Kamuina Nsapu : rapport de situation

Aux environs de 16h, le 6e Kamuina Nsapu est tué d'une balle dans le ventre, juste derrière l'immense arbre qui abrite sa cour et à côté du tracteur moderne qui faisait la fierté des gens du village. Cet arbre est criblé de balles, signe de la violence de l'assaut. Les militaires célèbrent leur victoire et s'activent autour du corps du chef. Une machette est posée sur sa jambe et son pied presque détaché. Son visage tuméfié et le haut de sa chemise blanche inondée de sang. Sa main abîmée. Son corps est emporté par les forces de l'ordre, ce qui laisse sa famille imaginer le pire à propos de ce que Jean-Prince Mpandi a pu endurer. La rumeur parle de mutilations.

« Ça, c'est le chef Kamuina Nsapu qui s'est pris une balle dans le ventre. Le voilà dans sa résidence. (...) Nous lui avons démontré que la force reste à la loi. »

- « Toi, tu joues avec le président de la République. Alors que c'est lui qui, une fois installé, t'a fait. Et toi, tu le traites comme un nul. »

Paroles de militaires autour de la dépouille de Kamuina Nsapu, le 12 août 2016

L'EMBRASEMENT DU KASAÏ

Bien loin d'éteindre le feu, la mort de Jean-Prince Mpandi l'attise et permet à son « rêve » de se réaliser. Une armée de jeunes se lève contre l'autorité de l'État. Sa mort marque le début d'une insurrection sans précédent et d'une répression d'une rare violence dans l'espace du Grand-Kasaï. Début septembre 2016, l'ONU dénombre déjà au moins 51 morts, 21 localités directement affectées par le conflit, 806 cases brûlées, des bâtiments de l'État détruits et près de 12 000 déplacés dans le territoire de Dibaya.

« Rêve » ou cauchemar ? Le territoire de Kamuina Nsapu voit alors déferler une armée commandée par des officiers, pour l'essentiel rwandophones. Ces officiers qu'il accusait de son vivant d'avoir violé ses attributs de pouvoir et de tout faire pour maintenir le président Joseph Kabila au pouvoir après la fin de son deuxième et dernier mandat. Des renforts militaires arrivent fin décembre 2016 et début janvier 2017. La Mission des Nations unies au Congo, la Monusco, peine à déployer ses casques bleus et à enquêter sur les allégations grandissantes de massacres commis par les forces de sécurité, mais aussi sur les exactions commises par les miliciens.



Des proches du chef Kamuina Nsapu au milieu des ruines de sa cour royale, le 11 mars 2017 © Sonia Rolley

« Même au Kasai, le mode opératoire est le même que dans la province du Kasai-Central ou dans la province du Kasai-Oriental : s'attaquer à tout ce qui est symbole de l'État. Nous avons affaire à une milice composée de jeunes âgés de huit à plus ou moins trente ans, (...) drogués à souhait et baignés dans les fétiches sous prétexte de n'être pas blessé par balle. Ces personnes disposaient d'armes blanches, des bâtons garnis de tout et des pierres appropriées à l'agression pour attaquer tout policier ou militaire au passage. Elles utilisaient aussi des armes à feu, dont le calibre 12 de fabrication locale et des armes de guerre récupérées lors des attaques de commissariats. »¹

Au début, le gouvernement dénonce un mouvement insurrectionnel de jeunes drogués désœuvrés et cache les pertes qui lui sont infligées. Depuis la découverte des premières fosses communes par l'ONU, le gouvernement qualifie de plus en plus les insurgés de « terroristes ».

« Il est encore vivant. On dirait qu'il a encore une arme. Kamuina Nsapu, intercède pour nous, les femmes et les enfants sont en train de mourir. Arrachez-lui les armes. »

« Toi tu mangeais les chèvres d'autrui. Tu en as eu pour ton compte. Tu as emporté les chaises des gens, l'arachide... »

(Paroles extraites d'une vidéo tournée lors d'une opération de miliciens Kamuina Nsapu contre un poste de police au cours de laquelle plusieurs policiers ont été blessés ou tués, lieu et date indéterminés).

¹ Réponse du vice-Premier ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadari à la question d'un député de Dibaya, Martin Kabuya, devant l'Assemblée nationale, le 17 janvier 2017.

LA COUTUME CONTRE LE MENSONGE



De jeunes miliciens Kamuina Nsapu photographés au cours d'une opération de sensibilisation pour la paix
©DR

Les Kamuina Nsapu lancent leurs « attaques mystiques » les jeudis et vendredis pour commémorer non seulement la mort du chef, mais aussi se souvenir des heures qui l'ont précédée. Ils tuent, et décapitent même parfois, les agents de l'État qu'ils parviennent à capturer. C'est une violence à caractère politique et les victimes sont ciblées : forces de sécurité, chefs ou autorités locales associés au pouvoir et donc « traîtres » associés au pouvoir, agents de la Commission électorale. Comme les militaires, les jeunes miliciens se photographient et, plus rarement, se filment avec leurs victimes.

Mais c'est avant tout une insurrection populaire. Les commerçants qui se refusent de payer des taxes de plus en plus élevées se disent volontiers « Kamuina Nsapu ». Les jeunes dans les villes glissent dans leurs poches un bandeau rouge, signe emblématique de la révolte. Quand ils sont arrêtés, cela suffit parfois à les transformer en miliciens. Et quand ils arrivent dans les villages, fuyant les forces de sécurité, ils sont facilement acceptés. Les villageois disent se reconnaître dans cette colère. Tout juste leur reprochent-ils de drainer derrière eux les militaires et la mort. Ils leur reprochent aussi, de plus en plus, de s'en prendre aux écoles et aux églises. La lassitude gagne les zones les plus régulièrement touchées.

« Opération » entonne un chef milicien « La tradition » répondent les adeptes

L'insurrection se propage dans les cinq provinces de la grande région du Grand Kasai. Sankuru est la dernière à être « contaminée » - il n'y a pas d'autres mots. Plus le gouvernement réprime, plus les miliciens s'éparpillent et font de nouveaux adeptes. Les Tshiota, « les baptêmes », la révolte contre l'ingérence dans les affaires coutumières, la marginalisation, le refus de la pauvreté et du maintien au pouvoir de Joseph Kabila... Toutes ces thématiques « parlent » aux Kasaiens. Les miliciens passent de leur aire coutumière à celle de leur ethnie. La contagion se fait de proche en proche.

Interrogatoire d'une petite fille agonisant dans le gouvernorat de Kananga

Le vendredi 27 janvier 2017, les adeptes de Kamuina Nsapu mènent une de leurs « attaques mystiques » sur Kananga. Cette petite fille est blessée et ramenée à l'intérieur du gouvernorat pour interrogatoire. Qui est son chef ? Où a-t-elle pris la potion ? Un civil filme la scène. L'enfant meurt quelques minutes plus tard.

*« Transportez-moi, Dieu vous bénira »
La petite fille reçoit un coup de pied dans le visage
« Est-ce que toi tu connais Dieu, toi, mauvaise petite fille ?
Tu es criminelle, toi. Une si jolie fille. »*

Dans la plupart des vidéos tournées par les forces de sécurité, la question du « mensonge » est centrale. Face aux cadavres de leurs victimes, armés d'un téléphone portable, des militaires les accusent d'avoir menti. Les Kamuina Nsapu, des jeunes et des enfants pour la plupart, meurent bel et bien sous les balles des forces de sécurité. Le baptême, c'est-à-dire la potion d'invincibilité, ne les protège pas. Et pourtant, ils continuent de remonter à l'assaut inlassablement.



Jusqu'à la mort d'Étienne Tshisekedi, le 1er février 2017, le gouvernement central ne peut pas mettre les pieds à Kananga. Le nouveau Premier ministre, Samy Badibanga, (nommé suite au dialogue conclu sous l'égide de l'Union africaine) est pourtant un « enfant du pays ». Son père avait un bar en ville.

Le 26 janvier, à la veille de l'attaque sur Kananga, au terme de laquelle une petite fille va agoniser dans l'enceinte du gouvernorat, le Premier ministre planifie une visite... qu'il doit repousser *sine die*.

Les forces de sécurité tentent de reprendre le contrôle de la région. Au moment où il dialogue à Kinshasa avec l'UDPS d'Étienne Tshisekedi et ses alliés du Rassemblement de l'opposition, le nouveau vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, entame parallèlement des pourparlers avec la famille royale de Kamuina Nsapu pour tenter d'éteindre le feu.

Le 12 mars 2017, le patron de la sécurité intérieure parvient à atterrir à Kananga. L'accord avec la famille est presque bouclé. Des membres éminents de la cour royale sont déjà

arrivés. Emmanuel Ramazani Shadari débarque à la tombée de la nuit avec une importante délégation. La piste est entourée de tout ce que la ville compte de forces de sécurité, car il y a encore eu des échauffourées plus tôt dans la journée. Les députés de la majorité comme de l'opposition qui accompagnent le vice-Premier ministre sont persuadés que la signature de l'accord est déjà acquise. Les membres clefs de la famille seraient déjà convaincus. À condition que le pouvoir fasse les gestes nécessaires.

Le même jour, presque à la même heure, deux experts de l'ONU sont tués à une centaine de kilomètres de là, non loin de Moyo-Musuila. L'Américain Michael J. Sharp et la Suédoise Zaida Catalan étaient venus pour identifier les responsables des violences dans le Grand Kasai. Ils travaillaient pour le Conseil de sécurité des Nations unies et étaient chargés de réunir les preuves nécessaires au vote de sanctions. Le 12 mars 2017, les deux experts sont assassinés alors qu'ils partaient à la rencontre « de groupes » de Kamuina Nsapu dans la région de Bunkonde. Non loin de là, à Ngombe, se trouve l'une des premières Tshiota de l'après-Mpandi. Selon un rapport confidentiel de l'ONU, cette Tshiota a été parmi celles qui ont le plus recruté d'enfants. Or, les enquêtes sur les enrôlements d'enfants font partie du mandat des experts de l'ONU, de même que toutes les exactions commises à la fois par les Kamuina Nsapu et par les forces de sécurité.

En mars 2017, après la mort d'Étienne Tshisekedi, le deuxième dialogue national, qui s'est tenu cette fois sous l'égide de l'Église catholique, s'enlise. Un accord de principe de partage du pouvoir a été signé le 31 décembre 2016, mais il reste encore à déterminer les aspects pratiques. L'UDPS, le parti du défunt opposant historique, réclame la démission du gouvernement Badibanga et la nomination d'un nouveau Premier ministre de son choix.

Au village de Kamuina Nsapu, des jeunes miliciens qui se présentent comme les jeunes frères de Jean-Prince Mpandi se disent prêts à faire la paix, mais réclament le développement de leur territoire et la restitution du corps de leur chef coutumier.

Mais, dans le Grand Kasai, les discussions sont toujours en cours. Le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, parvient peu à peu à convaincre la famille royale de signer un accord avec lui.

Il faut dire que des membres importants de la cour n'ont jamais été très loin du pouvoir. Si le député Clément Kanku, l'un des éminents sujets du chef Kamuina Nsapu, est devenu ministre du gouvernement Badibanga, la ministre provinciale de la Santé est, elle, de la lignée royale. Innocente Bakanseka est l'une des très proches du gouverneur Alex Kande, qui est honni par la famille royale. Comme Évariste Boshab, il a été écarté du gouvernement en ce début d'année 2017. Depuis le début du conflit, les membres de la famille ont été approchés les uns après les autres par le pouvoir.

Le 17 mars 2017, Emmanuel Ramazani Shadari annonce la fin du phénomène Kamuina Nsapu. Un accord a été trouvé avec la famille. Un mois plus tard, le nouveau chef Kamuina Nsapu est désigné par des représentants de la famille. Jacques Kabeya Ntumba a travaillé avec le député Clément Kanku à Kinshasa. Il est considéré comme proche des autorités. De très rares voix au sein de la cour s'élèvent pour le contester. Officiellement, le corps de Jean-Prince Mpandi a été rendu à la famille et celle-ci appelle à la fin des hostilités.

Mais sur le terrain, rien ne change.

LA CRISE NE S'ARRÊTE PAS ET SE COMPLEXIFIE

Depuis août 2016, le conflit s'est étendu bien au-delà de la zone coutumière de Kamuina Nsapu. Le Grand Kasai, havre de paix, est devenu une zone de guerre avec son million de déplacés internes et ses quelque 30 000 réfugiés qui se sont enfuis de l'autre côté de la frontière, dans la province angolaise de Lunda Norte. Cette zone ressemble de plus en plus à l'est de la RDC. Les conflits ethniques sont instrumentalisés à des fins politiques ou sécuritaires. Dans le territoire de Luebo comme à Tshikapa, les milices Pende et Tshokwe, qui sont considérées comme proches des autorités, et les milices Luluwas, dont sont issus les premiers Kamuina Nsapu, déterrent la hache de guerre. L'Union européenne a même pris des sanctions contre Gédéon Kyungu, car il aurait injecté ses miliciens dans le conflit kasaien et créé plus de confusion encore. Ce chef de guerre du Katanga, accusé de crimes contre l'humanité, s'était livré aux autorités en arborant un t-shirt à l'effigie de Joseph Kabila. Officiellement pour préserver l'ordre public, les autorités l'ont conduit dans une maison chic de Lubumbashi où elles l'ont placé en résidence surveillée.

Début mai 2017, après l'assassinat de l'un de ses agents, la Commission électorale (Ceni) annonce la suspension de l'enrôlement des électeurs dans le Grand Kasai, ce qui menace de retarder à nouveau tout le processus électoral. La Ceni est l'une des cibles privilégiées des Kamuina Nsapu, qui l'accusent de tout faire pour maintenir Joseph Kabila au pouvoir.

Droit de réponse

Sollicité par RFI depuis vendredi 9 juin 2017 pour répondre à toutes les questions soulevées par l'enquête, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mendé, n'a pas souhaité donner suite.

Également mis en cause par feu Jean-Prince Mpandi, l'ancien vice-Premier ministre, Evariste Boshab, n'a pas non plus répondu aux questions posées par notre rédaction.

Les Chefs coutumiers : de l'appareil colonial à la spéculation politique moderne

Un jour, il y a longtemps, ceux qui jusque-là étaient venus en Afrique en tant qu'explorateurs, voyageurs ou négociants décidèrent de devenir des colonisateurs.

Une chose est d'avoir, entre des individus, ou des groupes, ou des états, des rapports inégaux basés sur la force. Une autre est de donner à ces rapports une auréole de légitimité, une justification hiérarchique. Passer de "*Faites ceci, sinon gare !*" à "*Faites ceci au nom de ma supériorité reconnue de civilisé !*" n'est pas toujours simple, peut exiger le recours aux canons, mais aussi à des "armes conceptuelles" non moins lourdes.

Il ne s'agissait plus, comme par le passé de commercer, mais de contrôler, voire d'occuper, ce qui suppose, non plus de se contenter d'intermédiaires, mais d'être soi-même présent. L'ennui, c'est que sur les "terres vacantes" de ces "taches blanches", il y a déjà du monde. Et maintes fois du monde déjà organisé en entités diverses, parfois importantes. Plus question de leur accorder par le biais de mots comme "nation, état, peuple" une sorte de reconnaissance linguistique qui ressemblerait bien trop à une reconnaissance juridique. Mais voilà ! On ne peut pas non plus les nier !³ Qui pis est, on ne peut pas nier la présence d'un certain nombre d'individus sur les terres à coloniser, mais on ne se trouve même pas en mesure d'éviter de faire état de leur organisation en entités

Pourquoi ? Par respect des faits ou de leur dignité d'hommes ? On peut bien sûr tenir des propos élevés sur la dignité humaine. On ne s'en est pas fait faute, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Le problème immédiat auquel il faut faire face c'est que l'on n'est plus au XV^e siècle (heureuse époque, durent penser certains) où il suffisait qu'un peuple ne soit pas chrétien pour qu'il n'ait aucun droit, si ce n'est celui de se convertir, et où le simple fait de brandir la croix suffisait à légitimer l'acte du conquérant. La légitimité du colonisateur, d'où viendra-t-elle ? Il reste bien entendu qu'il s'agit de la légitimité reconnue par les autres nations coloniales. Ce que le Nègre peut bien en penser, on s'en bat l'œil !

Elle ne pourra venir que d'un "suicide juridique" de l'entité indigène précoloniale, qualifié de "ralliement, pacification, demande de protection, protectorat, etc..." par lequel l'entité indigène "passe le flambeau" à l'autorité coloniale, lui abandonne en bonne et due forme tout (si possible) ou partie de sa souveraineté, lui concède en toute propriété des terres et leurs sous-sol, etc.... Nous ne nous proposons pas ici de poser les multiples questions que soulève la valeur juridique de tels "traités"¹. La teneur de ceux-ci était d'ailleurs bien moins importante que le fait même qu'ils aient été signés, prouvant ainsi que le candidat colonisateur "occupait réellement" le terrain sur lequel il émettait des prétentions. (C'était une exigence formelle de l'Acte de Berlin). Si vous voulez prouver que vous êtes allés quelque part, le mieux est encore d'en ramener l'attestation autographe de la main de l'autochtone. Sans le savoir, les dignitaires africains se voyaient investis du rôle de ~~contrôleurs d'une sorte de "rallye-paper"~~ dont les résultats concrets s'évaluaient dans les

¹ Citons en pourtant quelques-uns, de manière non exhaustive: Un Etat a-t-il le droit, justement, de se "suicider"? On l'a contesté. / La partie africaine comprenait-elle, au moins à peu près, de quoi il retournait ? / Le signataire africain ("Chef") avait-il bien juridiction sur les terres qu'il "cédait" ? / La coutume l'autorisait-elle à procéder à de telles aliénations ? / N'y a-t-il pas eu, dans la suite, un abus du colonisateur quant au sens très vaste donné à des formules des plus vagues comme "arborer son drapeau et accepter sa protection" ? / Convenait-il de donner aux accords aliénant ou concédant des terres le sens "à l'Européenne" (perpétuité) qu'on lui a donné. N'aurait-il pas fallu plutôt se référer à l'usage dominant chez les peuples bantous (pour la durée de la vie des parties contractantes) ? Etc... etc...

chancelleries occidentales. Ce qui importe, pour notre propos, c'est de souligner le fait que coloniser impliquait non pas la négation, mais au contraire l'affirmation des entités dont on se proposait de prendre la place. Bien plus, le colonisateur avait tout à gagner à ce que ces entités soient vastes et à ce que ceux qui les dominaient y aient un pouvoir étendu. Mieux valait, en effet, soumettre des Chefs importants, exerçant leur pouvoir sur de vastes étendues, susceptibles d'aliéner de nombreux hectares d'un

trait de plume. Et il fallait aussi que le Chef ait précisément ce pouvoir d'aliénation². En fait, comme ce qu'on attendait de lui était qu'il obtienne de ses administrés tout ce qu'il plairait au colonisateur de demander, on aimait autant voir en lui le dépositaire d'un pouvoir absolu.

Il fallait cependant éviter d'aller trop loin. Il fallait qu'il soit clair pour chacun, constamment, que les entités indigènes n'avaient rien de comparables aux nôtres, qu'elles étaient différentes, inférieures, subordonnées. C'est pourquoi des mots aussi dangereux que "Nation" ou "Etat" se devaient de passer à la trappe. Pour que cela soit clair en permanence dans la pensée de chacun, il importait de disposer de l'instrument adéquat de la pensée correcte: un vocabulaire adapté qui rendrait désormais cette hiérarchie évidente³.

Le vocabulaire spécial que l'on élabore au sujet des entités coutumières servira à en montrer le caractère "différent" (Non-Blanc, donc inférieur). Aussi les "sauvages" (par opposition aux "civilisés") n'ont-ils pas de lois mais des coutumes⁴, pas de religion avec un clergé mais des superstitions ridicules entretenues par des sorciers barbares, pas d'état ou de peuples, mais des tribus et des ethnies..., pas de magistrats, de rois ou de présidents, ni d'assemblées délibérantes mais de vagues "Chefs" entourés de non moins vagues "conseillers, notables ou Anciens" Le "Chef", est en effet désormais promu au douteux honneur de servir d'échelon inférieur à l'administration coloniale.... Le portrait inquiétant que l'on fait des détenteurs de l'autorité coutumière, qui ne se seraient peut-être pas reconnu aisément dans ce portrait dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas flatté, servira à justifier qu'on encadre et surveille avec soin d'aussi suspects personnages. Ce sont toutes gens sur qui on s'empresse d'ailleurs de faire planer les pires suspicions: polygames et paillards jusqu'au priapisme, tyranniques et cruels à faire pâlir le Marquis de Sade, imbibés de bière et de chanvre tous les jours que Dieu fait et manifestant une gourmandise gloutonne pour la chair de leurs semblables...

Le Chef coutumier, qui continuera à être nommé suivant la coutume et à remplir ses fonctions traditionnelles, sera aussi l'échelon rural inférieur, en milieu rural, de la Colonie. Au Congo Belge, on attend de lui qu'il cumule des fonctions de : collecteur d'impôt, sergent recruteur, organisateur de corvées et auxiliaire local de la justice... On s'étonnera que sa popularité en ait souffert !

Il disposera donc aussi de l'appui de l'autorité coloniale, si nécessaire contre ses propres administrés, à condition de bien servir le colonisateur. S'il le faut, la Force Publique viendra lui prêter main forte pour la « pacification » ou le « maintien de la paix ».

² C'est d'ailleurs le point le plus douteux: la Terre est le plus souvent vue, soit comme la propriété, d'abord des Ancêtres, ensuite de la collectivité, soit comme un élément, au même titre que la pluie, l'air ou le soleil.

³ La création, pendant la période coloniale, de tout un appareil conceptuel et du vocabulaire "spécifique" qui l'accompagne, est peut-être ce qui, dans la réalité, s'est le plus rapproché de la "newspeak" d'Orwell dans "1984" : rendre la subversion impossible faute de mots pour la penser.

⁴ Le terme même de "coutume", je le concède, est emprunté au droit européen. Mais, précisément, il y désigne la forme juridique la plus inférieure qui se puisse trouver, "ce qu'on fait quand il n'y a vraiment pas moyen de trouver la moindre ligne de droit écrit. Pour qu'une chose ait lieu "suivant la coutume du lieu" il faut vraiment qu'on soit descendu à des vétilles.

Cette pacification n'est pas forcément perdue pour tout le monde. Dès la période coloniale, un ethnologue anglais, W.Watson⁵ montrait qu'avant la colonisation britannique, les Mambwe de Zambie n'avaient en fait aucune "cohésion tribale". C'étaient de petits groupes indépendants, sans autre organisation que la communauté villageoise, où la "guerre", c'est à dire les razzias au détriment des groupes voisins, était la principale occupation des hommes. L'intervention britannique, renforçant l'autorité des Chefs, a fait que cette région antérieurement segmentée s'est muée en un ensemble politiquement centralisé et doué d'une conscience collective. Mais la "pax anglica" n'a pas seulement fait émerger une identité Mambwe et mis fin aux affrontements. Libérant les hommes des tâches guerrières, elle les a aussi rendus disponibles pour le travail dans le *Copperbelt* ! La préoccupation pour la main-d'œuvre fait elle aussi partie des attributs de l'ingénierie ethnique.

Cette situation double durant la période coloniale va donner au Chef coutumier une auréole profondément équivoque. Il sera souvent décrit comme un « collabo », vendu aux Blancs », et d'autant plus antipathique que ses plus sévères critiques, les « évolués » des villes qui seront les leaders politiques de l'Indépendance, reprennent à la littérature coloniale son portrait du Chef nécessairement inculte, paillard, goinfre, etc... Certains chefs méritèrent d'ailleurs d'être ainsi flétris.

Mais, à côté de ces affirmations, quand même souvent intéressées, puisque venant de la classe qui se trouvait directement en concurrence avec eux pour arriver au pouvoir à la faveur d'une décolonisation prévisible, il y a de multiples exemples de chefs qui se sont démenés pour défendre leur population, parfois jusqu'à la révolte ouverte et jusqu'à le payer de leur vie. Peut-être plus significative encore est cette plainte que l'on retrouve dans les rapports de administrateurs de TOUTES les colonisations « *Si un indigène recherché se cache en brousse, surtout s'il réussit à regagner son terroir d'origine, on ne le retrouve jamais* », ce qui est dû bien sûr à une complicité générale en sa faveur, y compris de la part du Chef, qui feindra, comme tout le monde, ne pas reconnaître un homme qu'il a vu naître et grandir.

Quoi qu'il en soit, au moment de l'Indépendance, ce ne furent pas les dignitaires traditionnels, qui jouèrent les premiers rôles, mais bien les « évolués » qui tous tenaient de discours « éclairés » et « modernisateurs ».

Pourtant, à peine le Congo était-il indépendant, qu'en 1962 on s'empressait de publier une nouvelle carte ethnographique "officielle" (d'ailleurs basée pour une bonne part, comme les précédentes, sur des travaux de missionnaires et d'administrateurs coloniaux). Et ceci est à première vue étonnant! D'une part parce que, en 1962, on n'aurait pas été en peine pour trouver une (longue) liste de choses plus urgentes à faire qu'une telle publication. D'autre part parce que la classe nouvellement au pouvoir, celle des "hommes politiques congolais", qui sort en droite ligne des "évolués" de la fin de la colonie, est en principe une classe "moderniste", qui regarde de fort haut les "passéistes" et les "sauvages" des milieux coutumiers et sont, en particulier, hostiles à l'autorité des Chefs. Alors ?

On allait bientôt connaître la constitution de Luluabourg et ses 21 "provincettes" (obtenues en renchérisant de façon byzantine sur la subdivision en 11 grandes zones culturelles définies par l'ethnologue belge Jan Vansina⁶). Et il est clair que la chose a une

⁵ ¹⁴ Son ouvrage, *Tribal Cohesion in a Money Economy: a Study of the Mambwe People of Northern Rhodesia.*, Manchester, 1958.

⁶ VANSINA : " *Introduction à l'ethnographie du Congo* ", Université Lovanium, 1966, carte hors-texte

dimension, immédiate et au ras du gazon, de désir des hommes politiques de se tailler des "chasses gardées" où ils puissent dire à la majorité des électeurs (car, hélas! ces "passésistes coutumiers" de la brousse ont le droit de vote!) "*Je suis de votre tribu, votez pour moi*", puis "*Il vous faut un Ministre (sous-provincial!) de votre tribu, pensez à moi*", variante bantoue ad hoc du célèbre "*Je vous ai compris!*".

Par la conjonction d'une carte ethnique très compliquée (près de trois cents groupes), d'importants mouvements de population en direction des centres industriels imposés par le colonisateur, d'affrontements politiques très durs entre des positions extrêmes et... d'un goût national pour une certaine éloquence politique riche en hyperboles et formules amphigouriques le Congo ex-belge fut, à ce point de vue, l'un des endroits où, suivant l'expression populaire, on pédala le plus allègrement dans la choucroute. A force de proclamer que tout adversaire était un épouvantable "tribaliste" (c'est un défaut, quand il s'agit d'aimer la tribu des autres) tout en se disant soi-même "*profondément attaché aux valeurs traditionnelles*"... (*Lesquelles? ... Celles de la tribu? ... Oui, mais alors... Mais non, celle-là, c'est la mienne, enfin, celle de mes électeurs... Chut!*) on ne tarda pas à atteindre l'état de confusion intégrale que le bon peuple qualifie de "potopoto", terme qui a l'origine désigne une boue argileuse, à base de latérite, qui vous enlise la plus puissante roue de camion en moins de deux et jusqu'au moyeux.

Le « redécoupage » des provinces de 1964 et celui que l'on a effectué il y a peu se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Ce n'est pas étonnant, d'ailleurs, dans la mesure où les deux opérations étaient basées sur une même logique : ériger en provinces les anciens districts, élimina nt ainsi un échelon administratif, celui de l'ancienne province.

Le Grand Kasai (= la province unitaire « du temps des Belges ») fut la seule à bénéficier de trois « redécoupages » différents. En effet, après celui de Luluabourg, elle ne retrouva son unité que pour être scindée en K. Occidental et K. Oriental, avant de subir à nouveau un « redécoupage » surréaliste qui ne ressemble à rien d'autre sur la Terre...

La mise en place des nouvelles provinces, personne n'en doute, a été faite avec la volonté de pouvoir installer partout des pouvoirs locaux très inféodés à Joseph Kabila. Ce travail est relativement simple à réaliser en milieu urbain, les gouverneurs étant élus au second degré par des députés provinciaux généralement prêts à vendre leur mère pour un plat de haricots. En milieu rural et coutumier, c'est une autre paire de manches, puisque la fonction de Chef est conférée à vie et il faut attendre un décès pour amener l'avènement d'un nouveau chef.

Or, le Kasai est dans l'ensemble hostile au pouvoir josphiste, une réalité que les pouvoirs africains refusent en général d'admettre. Au lieu de collaborer honnêtement avec un pouvoir local d'une autre « couleur » politique, ils n'ont généralement cessé avant d'avoir installé coûte que coûte « leurs » hommes à tous les niveaux de pouvoir.

A défaut d'y arriver, et compte tenu de ce que la « grande affaire » de Joseph Kabila est de se bricoler un troisième mandat, un chaos sanglant qui empêcherait le vote de se tenir là où les électeurs votent si mal, pourrait aussi être une bonne solution.

Les conflits coutumiers expliquent largement la propagation de l'insurrection « Kamwina Nsapu ». Plus d'une centaine de chefs ont accusés le pouvoir politico administratif de s'ingérer dans les affaires coutumières en créant des doublons ou de nouvelles chefferies. Évariste Boshab, nommé par Joseph Kabila vice-Premier ministre de

l'Intérieur en décembre 2014, et donc principal interlocuteur de Kamuina Nsapu et des autres chefs est accusé alors par ses détracteurs de multiplier les arrêtés accordant le statut de chef coutumier à ses affidés politiques, créant ainsi des doublons ou de nouvelles entités coutumières. Il nomme aussi son propre frère à la tête de l'association des chefs coutumiers du Kasai-Occidental, au grand dam du président déchu de cette association, le sénateur Emery Kalamba Wafwana, roi des Bashilange, qui s'estimait plus légitime. Il a été accusé par certains d'avoir empoisonné trois des plus importants chefs coutumiers, le 5^e Kamuina Nsapu, le roi des Kuba et le roi des Bashilange.

Disons en passant que Boshab est lui-même Kuba, ce qui fait du meurtre, s'il a eu lieu, une sorte de parricide sacrilège. Quant au roi des Bashilange, c'est lui qui a installé Kamwina Nsapu en lui remettant le *Nkuembe* et il est donc en quelque sorte son « *parrain* ».

Ainsi, pour créer un désordre propice à la fraude électorale, on a détruit un pouvoir local qui s'efforçait réellement de servir sa population, et transformé ce qui fut un havre de paix en Palais des Atrides « *un abattoir dégoulinant de sang humain* ».

Mais il y a plus, car tout cela renvoie à un phénomène général maintes fois décrit.

. *"L'indépendance, a écrit Frantz Fanon, ce n'est pour certains que le transfert aux élites locales des passe-droit hérités de la colonisation"*.

Et le paysan Kongo ne croyait pas si bien dire, qui surnommait les politiciens bourgeois "*Bamindele ba biso*", c'est à dire "*Nos Blancs à nous*". Parce que ce que la bourgeoisie africaine n'a pas manqué de comprendre, c'est que la manipulation ethnique est un attribut du pouvoir.

*"Soumise à la fonction de fournir la main d'œuvre bon marché au secteur moderne, la société majoritaire au point de vue des hommes qu'elle englobe, dite traditionnelle, ne l'est plus, elle est pseudo-traditionnelle, c'est à dire d'une traditionalité transformée, déformée, soumise"*⁷.

*"Parler de l'Afrique traditionnelle en bloc, c'est au fond avaliser la thèse colonialiste de l'absence d'histoire de l'Afrique, comme s'il n'y avait pas en fait des sociétés et des cultures africaines avec leurs structures et leurs conflits intérieurs différents. Ici, au contraire, l'aspect massif de l'affirmation confond dans une nuit grise toute l'Afrique rurale en un magma sans contours nets"*⁸.

*"Les chefs d'état africains passent tous facilement, quand cela fait leur affaire, des vues les plus jacobines sur l'union nationale au respect scrupuleux des plus infimes particularismes. La société "moderne" opaque pour le petit peuple et les structures traditionnelles inadaptées et souvent dominées par des dignitaires acquis au régime sont des lieux où ils se sentent à l'aise: il y a longtemps que les dés y sont pipés en leur faveur. L'intégration des traditions dans une société modernisée, démocratique tout en restant authentiquement africaine, voilà ce qui leur donne vraiment froid dans le dos!"*⁹.

⁷ Samir AMIN: "*Sous-développement et dépendance de l'Afrique noire*", préface à BOUBACAR BAMY : "*Le Royaume du Waalo*", Maspero, Paris, 1972

⁸ Yves BENOT, "*Indépendances africaines*", Paris, Maspero, 1974 page 55

⁹ ²⁹ Guy DE BOECK, "*Langues et démocratie en Afrique noire*", 1984, page 53